

APPO

Magazine

JUILLET 2025

EXCELLENCE, PASSION ET RIGUEUR AU SERVICE D'UNE ORGANISATION EN PLEINE MUTATION

S.E. Bruno Jean Richard Itoua
Ministre des Hydrocarbures du
Congo et Président de l'APPO

- **4^{ème} Dialogue OPEP-Afrique sur l'Énergie**
Renforcer le partenariat entre l'APPO,
l'AFREC, l'ARDA et l'OPEP
- **Sous le leadership du Ministre des Hydrocarbures**
SE Aimé Sakombi Molendo
La RD Congo est de retour
- **Histoire**
Quand l'Occident pillait les exportateurs
de pétrole pour dominer le monde.





**African
Energy
Week**

**MAKING
ENERGY
POVERTY
HISTORY
BY 2030**

Get Ready For AEW 25

Invest in African Energies

**POSITIONING AFRICA AS THE
GLOBAL ENERGY CHAMPION**

29th September - 3rd October 2025



CTICC 2, Cape Town



S&P Global
Commodity Insights



African Energy Chamber



aecweek.com



VISITEZ NOTRE SITE WEB

www.apposecretariat.org

 [apposecretariat](#)

ÉDITORIAL

Réflexions sur un mandat



*Dr Omar Farouk Ibrahim
SG de l'APPO*

Alors que l'APPO célèbre cette année le 38^{ème} anniversaire de sa création, le Président du Conseil des Ministres, Son Excellence Bruno Jean Richard ITOUA, a identifié quatre défis sur lesquels son

mandat s'attachera à s'attaquer. Il s'agit du lancement très attendu de la Banque Africaine de l'Énergie, un projet conjoint porté par Afreximbank et l'APPO pour combler le vide créé par la décision des bailleurs de fonds traditionnels des projets pétroliers et gaziers en Afrique d'abandonner les hydrocarbures du continent ; de la tenue du Premier Sommet des Chefs d'État de l'APPO ; de l'achèvement des Tours de l'APPO et de la Restructuration du Secrétariat de l'APPO pour répondre aux nouveaux défis posés au secteur par la Transition Énergétique. À mi-parcours de l'année, nous faisons le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent.

1. Démarrage de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB)

Ce projet devrait être lancé au troisième trimestre de l'année. Lancées en 2022, toutes les négociations ont été conclues. L'Accord de Création et la Charte de la Banque ont non seulement été signés par les institutions fondatrices, à savoir Afreximbank et l'APPO, mais ont également été signés et ratifiés par le nombre minimum de Pays Membres de l'APPO requis pour en faire un traité international. Par ailleurs, le siège de la Banque a été identifié à Abuja, au Nigéria, et les fonds propres sont en cours de levée. Le processus de recrutement du personnel de la Banque est à un stade avancé. Tout porte à croire que l'AEB verra le jour avant la fin du troisième trimestre.

2. Le premier Sommet des Chefs d'État de l'APPO

Afin de rehausser la visibilité de l'Organisation et de favoriser la prise de décision collective sur les questions politiques cruciales, les réformateurs de l'APPA à l'APPO ont instauré le Sommet des Chefs d'État de l'APPO, s'inspirant des pratiques de l'OPEP et du GECEF. La République du Congo s'est vu confier l'organisation du Premier Sommet. Cependant, le Congo n'a pas accepté d'accueillir le Sommet tant qu'il n'aurait pas achevé la construction du bâtiment ultramoderne de 15 étages, siège de l'Organisation, qu'il avait mis à sa disposition lors de son retour à Brazzaville après la réforme. La Covid-19 et d'autres difficultés ont retardé les travaux de la Tour APPO. Mais tout a chan-

gé en 2025. La Tour est désormais achevée et Brazzaville se réjouit d'accueillir le premier Sommet des Chefs d'État de l'APPO avant fin 2025.

3. Achèvement et livraison officielle du bâtiment du siège du Secrétariat de l'APPO

Le Président de l'APPO s'était également engagé à achever la construction du bâtiment du siège de l'APPO en début d'année. Comme indiqué précédemment, les travaux du Secrétariat ont connu un rythme soutenu dès le début de l'année, permettant ainsi d'achever tous les travaux avant la fin du 2^{ème} Trimestre.

4. Réforme du Secrétariat

Pour propulser l'organisation vers de nouveaux sommets, notamment en cette période de Transition Énergétique où l'industrie pétrolière et gazière est confrontée à de nombreux défis, le Président était convaincu que le Secrétariat devait être restructuré afin de relever efficacement les nouveaux défis. Après plusieurs réunions de la Stratégie à Long Terme de l'APPO, avec le personnel du Secrétariat et sous l'égide du Conseil Exécutif et du Conseil des Ministres, l'APPO est à l'aube d'une nouvelle ère de professionnalisme accru.

Pour le Président, tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien de ses collègues, du Conseil Exécutif et du personnel du Secrétariat. Nous attendons avec impatience la fin de l'année, où nous pourrions nous retourner avec fierté et contempler les réalisations de 2025.



Editeur

Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO
Adresse : Centre-Ville 76, Av. Amilcar Cabral, Brazzaville,
Congo-Brazzaville
Téléphone : +242 06 563 5927
Contact : info@apposecretariat.org

Site internet : www.apposecretariat.org

Visitez le site web de l'APPO pour les dernières nouvelles et informations sur l'Organisation.
Nous sommes également disponibles sur Twitter, Facebook, Instagram, LinkedIn et YouTube.

Composition et objectifs de l'APPO

L'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) est une organisation intergouvernementale, créée le 27 janvier 1987 par huit pays africains à Lagos, en République Fédérale du Nigéria pour servir de plateforme de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, partage de connaissances et d'expertise entre les pays africains producteurs de pétrole. Sa mission est de promouvoir la coopération dans le domaine des hydrocarbures de ses Pays Membres et d'autres institutions mondiales afin de favoriser une collaboration et des partenariats fructueux tout en utilisant le pétrole comme catalyseur pour la sécurité énergétique, le développement durable et la diversification économique en Afrique. L'APPO aspire à être la référence mondiale et l'institution leader sur les questions liées aux hydrocarbures en Afrique. L'Organisation est composée aujourd'hui de 18 Pays Membres : L'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée Équatoriale, le Gabon, le Ghana, la Libye, la Namibie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Tchad. La République Bolivarienne du Venezuela est un Membre Honoraire de l'APPO.

S O M M A I R E

CONFERENCE

Sommet de l'Économie et de l'Énergie de Libye	8
Sommet International de l'Énergie du Nigeria	10
EGYPES 2025	12
Congo Energy & Investment Forum (CEIF)	14
Événement parallèle de l'APPO au CEIF	16
4^{ème} Dialogue OPEP-Afrique de l'Énergie	18
2^{ème} Forum APPO de la R&D	20
3^{ème} Forum APPO des Instituts de Formation O&G	22
APPO à l'ARDA Week	24

VISITE DE PERSONNALITÉ

Visite du SE de l'ARDA	26
Le Ministre de la RDC au siège de l'APPO	28

INFO À LA UNE

38^{ème} anniversaire de l'APPO à Brazzaville	30
--	-----------

PORTRAIT

Le Président de l'APPO	34
SE Bruno Jean Richard Itoua	

CARTE POSTALE

L'Égypte, un géant aux atouts pharaoniques	36
Le Gabon, un joyau forestier au coeur de l'Afrique	38



A I R E

OPINION

Le futur de l'énergie est féminin en Afrique ! 42

NOUVELLES D'AILLEURS

COP 29, Compromis ou Compromission ? 44

HISTOIRE

Quand l'Occident pillait les exportateurs de pétrole pour régner sur le monde 46

NOS ÉTUDES

Étude sur l'harmonisation des catégories de carburant en Afrique de l'Ouest 48

FOCUS MÉTIER

Ingénieur géologue pétrolier 50

LE SAVIEZ-VOUS ?

Comment et pourquoi l'APPA est devenu l'APPO? 52

INFORMATION PRATIQUE

Trucs et astuces pour l'usage du GPL 54

TROUVEZ AUSSI NOTRE SUPPLEMENT OLÉODUC CULTUREL EN MILEU DE MAGAZINE



Cabinet du Secrétaire Général de l'APPO

Secrétaire Général : Dr. Omar Farouk Ibrahim

Chef de Cabinet : M. Bakary Traoré

Conseiller Juridique : M. Bakamba Loguelko

Rédactrice en Chef : Dr Carmen Fifamè Toudonou

Division Recherche

Directeur : Dr. Taher M. O. Najah

Chef de l'Unité des Études sur l'Énergie : Dr Temilola George

Chef de l'Unité de la Coopération Technique : M. Tchananti Sahgui Tiatti

Division des Services d'Appui

Directrice : Mme Philomena A. Ikoko

Chef de l'Unité Administration, Informatique et ressources de l'Organisation : Mme Chimdimma Okpara

Ont collaboré à ce numéro :

M. Viven Walter Kessi

M. David Raymond Edet

Nos remerciements à :

M. Didier Ngakama

M. Alain Sockot

Couverture

La couverture de ce numéro montre le Président de l'APPO et Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua (Voir l'éditorial et également l'article de portrait en page 34).



38



42



46

LEES 2025

la Libye vise

1,6 million de barils par jour en 2025

Déjà à sa troisième édition, le Sommet de l'Économie et de l'Énergie de Libye (LEES) s'impose comme une rencontre cruciale entre leaders de l'industrie, décideurs politiques et experts qui se réunissent pour façonner l'avenir du secteur de l'énergie en Libye. Avec des réserves de pétrole prouvées estimées à 48 milliards de barils, le pays ouvre ainsi de nouvelles perspectives en matière d'investissement, d'innovation et de développement économique.



SE Dr Khalifa R. Abdul Sadek
Ministre du Pétrole et du Gaz de la Libye

L'objectif de LEES 2025, tenue les 18 et 19 janvier 2025 à Tripoli, était de se pencher sur les stratégies, les technologies et les partenariats à l'origine de la transformation énergétique de la Libye et son impact sur l'économie régionale et mondiale. Le sommet a été inauguré par le Premier Ministre libyen Abdulhamid Al-Dbeibeh, qui a souligné les réalisations et les ambitions du pays : « Nous avons

commencé en 2021 avec 800 000 bpj. En janvier 2025, la Libye avait atteint 1,4 million de bpj, ce qui témoigne de notre détermination à assurer la stabilité de l'industrie pétrolière et gazière. Le gouvernement est impatient de réinvestir les revenus du secteur dans de nouvelles améliorations, avec pour objectif d'atteindre 1,6 million de bpj ». Indiquant que le gouvernement libyen est motivé par une vision

holistique du développement, il a ajouté que l'engagement de l'exécutif va au-delà du seul secteur des hydrocarbures, pour intégrer les initiatives environnementales ainsi que les efforts de décarbonisation, tels que la plantation d'un million d'arbres. Le Ministre libyen du Pétrole et du Gaz, S.E. Khalifa Abdulsadek, a pour sa part, présenté la feuille de route stratégique du gouvernement pour revitaliser le secteur national des hydrocarbures. Aussi, M. Massoud M. Suleman, Président par intérim de la National Oil Corporation (NOC) de Libye, a-t-il présenté la stratégie de l'entreprise visant à accroître la production, à attirer les investissements et à stimuler l'innovation dans le secteur.

pays de 300 000 à 400 000 barils par jour (bpj) dans le cadre de la stratégie à long terme visant à renforcer la sécurité et la durabilité de l'énergie. Le Ministre Abdulsadek a discuté de la stratégie et des priorités énergétiques de la Libye lors de la séance de clôture du Sommet de l'Économie et de l'Énergie de Libye 2025. « Nous envisageons également de produire des produits pétroliers pour soutenir notre demande une fois que nous aurons atteint la barre des deux millions de barils par jour », a déclaré le Ministre. Il a également déclaré que le pays vise à atteindre l'autosuffisance totale en produits pétroliers raffinés grâce à des raffineries locales telles que Marsa al Brega et Ras Lanouf. En plus du raffinage, le Ministre Abdulsadek a décrit l'approche de la Libye en matière de production et d'exportation



Un des panels au LEES 2025

Augmenter la capacité de raffinage de la Libye

La Libye n'ambitionne pas seulement d'augmenter sa production. Le pays souhaite également augmenter sa capacité de raffinage, comme l'a indiqué S.E. Khalifa Abdulsadek, Ministre du Pétrole et du Gaz. Il fait part de l'intention d'augmenter la capacité de raffinage du

de gaz naturel, en mettant l'accent sur l'équilibre entre la demande intérieure et les possibilités d'exportation. Après les sessions plénières et parallèles, les participants ont quitté la Libye, confiants dans un avenir meilleur pour le pétrole et le gaz dans ce pays, malgré les défis auxquels le pays est confronté. La prochaine édition du Sommet est prévue à Tripoli du 24 au 26 janvier 2026.

APPO AU N.I.E.S 2025

Porter la voix de l'Afrique sur la souveraineté énergétique

« Le défi qui nous attend est existentiel. Aucun pays africain n'a tout ce qu'il faut pour relever seul les défis liés à l'énergie. Mais en travaillant ensemble, en mettant en commun nos ressources collectives dans une seule direction, nous avons tout ce dont nous avons besoin pour relever avec succès les énormes défis » – Dr Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO).

Pendant quatre jours au mois de février, du 24 au 27, la capitale fédérale nigériane, Abuja, a accueilli un événement majeur dans la définition du voyage énergétique de l'Afrique : le 8e Sommet International de l'Énergie du Nigeria (N.I.E.S). Réunissant des responsables gouvernementaux, des investisseurs, des leaders d'opinion et des partenaires internationaux, le sommet a servi de plate-forme pour remodeler l'avenir énergétique de l'Afrique. Au centre de ce dialogue se trouvait l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), dirigée par son Secrétaire Général, Son Excellence Dr. Omar Farouk Ibrahim. Grâce à des interventions puissantes et à des idées audacieuses, l'APPO s'est imposée comme l'une des voix les plus influentes du sommet, défendant un programme panafricain de collaboration, d'autofinancement et de développement durable.

Leadership stratégique pour l'avenir énergétique de l'Afrique

La présence du Dr Ibrahim à N.I.E.S 2025 était plus que symbolique, elle était stratégique. Représentant une organisation intergouvernementale qui rassemble les principaux pays producteurs de pétrole d'Afrique, avec 96,7 % de la production pétrolière du continent et 95,1 % du gaz, le SG a utilisé cette plate-forme pour remettre en question la pensée conventionnelle sur l'industrie énergétique africaine et a appelé à un nouveau changement de paradigme dans la manière de relever les défis que la Transition Énergétique pose à l'industrie africaine du pétrole et du gaz. « On nous a fait croire au mensonge selon lequel l'Afrique est trop pauvre pour financer

des projets énergétiques », a-t-il fait remarquer lors de l'une de ses allocutions. « Ce récit doit changer. »

La Banque Africaine de l'Énergie : un pas audacieux vers la souveraineté

Pour l'APPO, ce Sommet a été l'occasion de réaffirmer sa vision continentale : renforcer la coopération régionale, aligner les politiques nationales et mettre en place des instruments financiers contrôlés par l'Afrique, au premier rang desquels la Banque Africaine de l'Énergie (AEB). Basée à Abuja, l'AEB représente une étape audacieuse vers la souveraineté économique et l'autonomie d'investissement pour le secteur énergétique africain. « La seule façon de développer l'Afrique », a déclaré le Dr Ibrahim, « est de collaborer et de mettre en commun nos ressources. Aucun pays africain n'a tout ce qu'il faut pour relever seul les défis énergétiques. Mais en travaillant ensemble et en mettant nos ressources en commun dans une seule direction, nous avons tout ce qu'il faut pour relever les défis. » Ces mots faisaient écho au thème officiel du sommet : « Rapprocher les continents : connecter les investisseurs du monde entier avec le potentiel énergétique de l'Afrique » – mais soulignaient également une vérité plus profonde : l'avenir de l'Afrique ne dépend pas des capitaux étrangers, mais de l'alignement interne et de la volonté collective.

Engagements de haut niveau en parallèle : du dialogue OPEP-Afrique sur l'énergie au développement du Contenu Local

Au-delà des séances plénières et des panels, les engagements de l'APPO se sont étendus à plu-



seurs réunions stratégiques en marge de la réunion. L'une des plus importantes a été la 4e réunion de Haut Niveau du Dialogue sur l'Énergie OPEP-Afrique, qui s'est tenue en marge de N.I.E.S. Les discussions ont porté sur l'amélioration des échanges techniques, le renforcement de l'alignement des politiques et le plaidoyer en faveur d'une structure de gouvernance mondiale de l'énergie plus équitable où les voix africaines ont du poids.

Dans le cadre d'un autre engagement notable, la délégation de l'APPO a rendu une visite de courtoisie au Conseil de Développement et de Suivi du Contenu Nigérien (NCDMB). Cette visite a souligné l'engagement fort de l'APPO à promouvoir le développement du Contenu Local non seulement au Nigeria, mais dans tous ses Pays Membres. La délégation de l'APPO, qui était conduite par le Secrétaire Général, comprenait le Directeur de la Recherche au Secrétariat, Dr. Taher Najah, le Chef du Bureau du Secrétaire Général, l'Ingénieur Bakary Traore, le Chef des Etudes Energétiques, Dr. Temilola George, le Chef de la Coopération Technique M. Sahgui Richard Tchananti ainsi que M. David Raymond Edet. Le Secrétaire Exécutif de la NCDMB, l'ingénieur Felix Omatsola Ogbe, a accueilli la délégation, accompagné des membres de son équipe de direction.

Le Dr Ibrahim a exprimé sa profonde gratitude à la NCDMB pour le rôle de leadership qu'elle a joué dans le développement du Contenu Local africain, notant qu'il reçoit des demandes d'aide de la part de pays africains, y compris ceux en dehors de l'APPO, pour les connecter à la NCDMB afin d'aller découvrir l'histoire de réussite du Contenu Local. Dr. Ibrahim a rappelé qu'en tant que conseiller de quatre ministres successifs du pétrole au Nigeria avant de devenir le SG de l'APPO, son bureau était toujours inondé de demandes d'autres pays africains producteurs de pétrole et de gaz pour des visites de travail au Nigeria.

Le Secrétaire Général a souligné que le Contenu Local doit devenir la pierre angulaire de la stratégie énergétique de l'Afrique, en veillant à ce que les pays africains ne soient pas seulement des hôtes de ressources, mais des participants clés en matière de valeur ajoutée, d'innovation et d'emploi qualifié. Le SG a une fois de plus félicité la NCDMB pour son investissement dans la Banque Africaine de l'Énergie, assurant qu'une telle décision ne sera pas regrettée.

Un autre partenaire stratégique visité par la délégation de l'APPO était la Nigerian National Petroleum Company Limited, où l'équipe a été reçue par le Directeur Général du Groupe de la Société, l'ingénieur

Bayo Bashir Ojulari et les membres de son équipe de direction.

L'équipe de l'APPO rencontrait pour la première fois la nouvelle direction de la NNPC depuis sa nomination. Dans son allocution, le SG de l'APPO a félicité l'ingénieur Ojulari et les membres de son équipe pour la confiance que leur a accordée le Président Tinubu pour diriger les affaires de la NNPC, notant qu'il s'agit d'une tâche herculéenne, mais qu'avec Dieu à leurs côtés, ils devraient être en mesure de remplir leur mandat. Le Dr Omar Farouk Ibrahim a prié pour qu'ils soient à l'abri des pressions indues, afin qu'ils puissent rester concentrés.

Le SG a informé le DG qu'en vertu de sa position de premier responsable de NNPC, il est membre du Forum des PDG des SNH de l'APPO et l'a invité à la prochaine réunion du Forum qui sera organisée par la Ghana National Petroleum Corporation, à Accra en septembre 2025. Il a félicité la NNPC pour le rôle qu'elle a joué dans le succès du Forum des SNH et a appelé le nouveau PDG à maintenir l'élan, reconnaissant le rôle de leadership que joue le Nigeria dans l'industrie africaine du pétrole et du gaz. Il a félicité la NNPC pour le rôle de leadership qu'elle joue dans la création de la Banque Africaine de l'Énergie.

Renforcement des alliances régionales et des partenariats institutionnels

Ces engagements ont complété un effort diplomatique plus large de l'APPO pour renforcer ses partenariats institutionnels, aligner le financement de l'énergie sur les objectifs régionaux et soutenir le renforcement des capacités dans les pays africains producteurs de pétrole. La délégation de l'APPO a également tenu des entretiens bilatéraux avec un certain nombre de compagnies pétrolières nationales africaines non membres de l'APPO, ainsi qu'avec des compagnies pétrolières internationales et des bailleurs de fonds de l'énergie, renforçant ainsi son rôle de rassembleur. À la fin du sommet, l'APPO a exprimé sa gratitude à la République Fédérale du Nigeria pour son hospitalité chaleureuse et pour avoir défendu le leadership africain dans les affaires énergétiques mondiales. L'organisation a également félicité Brevity Anderson, dont la coordination sans faille a assuré le succès de l'expérience du sommet. Dans tous les sens du terme, la participation de l'APPO à N.I.E.S 2025 était un appel fort. Un appel à repenser la place de l'Afrique sur la carte mondiale de l'énergie. Un appel à rejeter le récit de la dépendance. Et surtout, un appel à l'unité, car, comme nous l'a rappelé le Dr Ibrahim, aucun pays africain ne peut le faire seul. Mais ensemble, nous pouvons atteindre la souveraineté énergétique, la transformation économique et une nouvelle ère de fierté continentale.

EGYPES 2025

Construire un avenir énergétique sûr et durable

Tenue les 17 et 18 février 2025, la 8e édition de la Conférence et de l'Exposition Egypt Energy Show (EGYPES 2025) s'est déroulée au Centre International de Conférences Al-Manara au Nouveau Caire.



Photo de famille

Le Président de la République Arabe d'Égypte, S.E.M. Abdel Fattah Al-Sisi, a inauguré lundi 17 février 2025, EGYPES 2025. Placée sous le thème « Construire un avenir énergétique sûr et durable », la conférence s'est déroulée sur deux jours. Deux Chefs d'État y ont participé, à savoir le Président de Chypre, S.E. M. Nikos Christodoulides, et le Président de la Guinée Équatoriale, S.E.M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Les ministres en charge de l'Énergie étaient également présents, notamment S.E. l'Ingénieur Karim Badawi, Ministre Égyptien du Pétrole et des Ressources Minérales, S.E.M. Ek-

perikpe Ekpo, Ministre du Gaz du Nigeria ainsi que leurs homologues de la Jordanie, de Chypre, du Liban, du Yémen et de Djibouti, en plus des PDG des SNH et des IOC.

Sessions bilatérales

Le Président de la République Arabe d'Égypte a eu des réunions bilatérales avec des Chefs d'État et des responsables en marge de la conférence, notamment avec son homologue chypriote. Les deux présidents ont assisté à la signature de plusieurs accords de coopération dans le domaine

de l'énergie. Ces accords s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la coopération régionale entre les deux pays dans le domaine du gaz naturel. Aussi viennent-ils réaffirmer le central que joue le pays des pharaons en tant que centre régional, qui permet de bénéficier des ressources gazières chypriotes en exploitant les infrastructures égyptiennes pour les réexporter à travers l'Égypte. Le Président S.E.M. Al-Sissi a également rencontré le Président de la Guinée Équatoriale, S.E.M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Les deux hommes d'État ont exploré les questions liées à la paix, à la sécurité et à la stabili-

Elle a montré qu'à mesure que les efforts s'intensifient, le potentiel est vaste. Cependant, comme les coûts restent élevés, les investissements, l'échelle, le déploiement et la mise en œuvre d'une variété de technologies et de méthodes innovantes doivent se poursuivre si l'Afrique veut atteindre l'ampleur de l'élimination des émissions nécessaire dans les décennies à venir. Le SG n'a pas manqué d'apporter la contribution de l'APPO à cet effort de guerre, notamment à travers ses nombreuses initiatives de mutualisation des énergies pour faire face à ces défis importants. Il a souligné que les Pays Membres



L'un des panels à EGPES 2025

té en Afrique. Ils ont réitéré leur engagement à agir de manière unifiée pour sauvegarder les intérêts du continent dans les enceintes internationales.

Réduire les émissions nocives d'énergie

Prenant part à ce sommet, le SG de l'APPO S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim a participé à un panel sur la réduction des émissions énergétiques nocives. Cette séance a mis en lumière les efforts déployés par l'industrie pétrolière et gazière contre les émissions nocives afin d'assurer un environnement plus sûr.

de l'APPO, conscients de la nécessité de réduire les émissions nocives, se sont mobilisés l'année dernière à Accra lors d'une table ronde de l'Organisation sur la réduction du torchage des gaz et des émissions fugitives de méthane. Il a également présenté la création de la Banque Africaine de l'Énergie, dont l'objectif est d'apporter des solutions de financement à l'industrie. Suite au succès éclatant de l'édition de cette année, EGPES 2026 ouvrira ses portes le 30 mars 2026 et explorera comment l'Égypte, au cœur de l'Afrique et de la Méditerranée, favorise une transformation responsable du secteur de l'énergie.

Congo Energy & Investment Forum

Coup d'essai, coup de maître

La République du Congo, Pays Membre fondateur de l'APPO, a inauguré le 24 mars 2025 son forum sur l'énergie et les investissements, qui vise à fournir une plate-forme appropriée pour connecter les développeurs de projets avec les régulateurs et les décideurs politiques congolais. Organisé conjointement par le Ministère congolais des Hydrocarbures et Energy Capital & Power, le programme a bénéficié du partenariat de l'APPO.



Photo de famille

Le Centre International de Conférences de Kintélé s'est illuminé aux couleurs chatoyantes de l'industrie congolaise du pétrole et du gaz pendant les trois jours du Congo Energy & Investment Forum. Venus du Congo mais aussi d'autres pays africains et même non africains, les participants ont eu des échanges et des discussions dans l'intérêt de l'industrie du pays. L'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO, partenaire institutionnel du Forum, a également apporté sa contribution, en

animant un stand vers lequel les visiteurs ont convergé. Le Secrétaire Général de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim a réitéré, dans son allocution, le soutien de l'Organisation à ce Forum. Félicitant le Ministère des Hydrocarbures du Congo pour son partenariat avec Energy Capital & Power pour l'organisation du forum, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim s'est félicité de l'éveil des pays africains qui ont compris qu'un nouveau paradigme doit être mis en place pour répondre aux défis posés par la Transition Énergétique

Mondiale. Il a pris note des progrès accomplis par l'Organisation ces dernières années. Son exposé sur l'avancement du projet de création de la Banque Africaine de l'Énergie a suscité beaucoup d'intérêt parmi les participants.

Plaidoyer pour une Transition Énergétique Juste

Le Forum a été officiellement inauguré par S.E. M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et Président de l'APPO. Se félicitant de la tenue de cette importante réunion dans le cadre du Plan National de Développement (PND), le Président a salué les délégations du monde entier. Il n'a pas manqué de souligner que le gouvernement congolais vise à faire du secteur de l'énergie un levier, pourquoi pas le levier du rebond économique de la nation, selon la vision du Chef de l'Etat. C'est ce qui explique l'engagement de l'exécutif congolais dans la réforme fiscale, juridique et organisationnelle du secteur des hydrocarbures, afin d'offrir une plus grande attractivité aux investisseurs. Dans son allocution, le Président n'a pas manqué de plaider pour une Transition Énergétique juste et équitable pour le continent africain. Enfin, il a encouragé les investisseurs à saisir l'opportunité de l'amélioration du climat des affaires au Congo, pour venir investir massivement dans l'industrie. « Il ne peut y avoir de développement de la vie moderne sans énergie », a-t-il souligné, appelant à la consolidation des relations entre les partenaires africains, car pour lui, seule une approche concertée

basée sur la confiance mutuelle et l'intérêt commun permettra de construire une croissance durable.

Expositions et discussions

Le Forum lui-même a consisté en une grande exposition à laquelle ont participé les principaux acteurs de l'industrie, dont l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains. Le stand de l'APPO a retenu l'attention de nombreux visiteurs, curieux d'obtenir des informations sur le projet phare de l'Organisation, la Banque Africaine de l'Énergie. S'en sont également suivis divers panels de discussion, autour de thèmes importants, tels que l'augmentation de la production pétrolière et les projets phares de la République du Congo, la mise en œuvre de la vision énergétique audacieuse du Congo, à laquelle ont pris part S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO. Parmi les principales personnalités de l'industrie présentes, S.E. Aimé Molendo Sakombi, Ministre des Hydrocarbures de la République Démocratique du Congo, S.E. Gabriel Lima, Président du Comité de Financement et d'Investissement des Projets du réseau d'oléoducs d'Afrique Centrale, et de nombreux autres acteurs de l'industrie ont participé à la réunion. Les perspectives d'investissement en énergie ont été explorées en mettant l'accent sur le gaz naturel, carburant du progrès. Le CEIF 2025 s'est clôturé sur une note d'espoir pour l'industrie nationale, et la deuxième édition est prévue à Brazzaville en 2026.

Vue partielle de l'assistance



Événement en marge de l'APPO

Au Congo Energy & Investment Forum

Lors de la première édition du Congo Energy & Investment Forum, CEIF, qui s'est tenue à Kintele, Brazzaville, les 25 et 26 mars, l'APPO a organisé un grand événement parallèle. Il s'est agi d'un moment fort du Forum, au cours duquel des responsables de très hauts niveaux de gouvernements de nombreux pays de la CEMAC et de nombreux autres participants ont reçu des informations détaillées sur la Banque Africaine de l'Énergie, AEB, un projet promu conjointement par l'APPO et Afreximbank.



Photo de famille

L'événement parallèle de l'APPO, organisé en marge du Congo Energy & Investment Forum, CEIF, s'est concentré sur le thème : « La Banque Africaine de l'Énergie : Transition Énergétique et options de financement pour l'industrie pétrolière et gazière en Afrique ». L'objectif était de donner aux participants et aux investisseurs potentiels du Forum une mise à jour sur la création de la très attendue Banque Africaine de l'Énergie, AEB, qui est promue conjointement par l'APPO et Afreximbank.

Compter sur ses propres forces

L'idée de la création de la Banque Africaine de l'Énergie, a précisé le présentateur, le Chef de Cabinet du SG de l'APPO, l'ingénieur Bakary Traoré, est née de la prise de conscience que la Transition Énergétique Mondiale posait des défis de financement imminents à l'industrie pétrolière et gazière africaine, car ceux sur lesquels les pays africains comptaient depuis des décennies pour financer

des projets pétroliers et gaziers ont décidé de réorienter leurs investissements vers les énergies renouvelables. Selon M. Traoré, avec plus de 125 milliards de barils de réserves prouvées de brut et plus de 650 trillions de pieds cubes de gaz, l'Afrique ne peut pas se permettre d'abandonner ces ressources dans le sol, surtout lorsque le continent africain a le bilan peu enviable d'avoir la plus grande proportion de sa population vivant sans accès à l'énergie. Avec près d'un milliard d'Africains, pour la plupart des Africains subsahariens, qui n'ont pas accès à l'énergie moderne et quelque 600 millions qui n'ont pas accès à l'électricité, l'Afrique doit trouver d'autres moyens de financer ses opérations pétrolières et gazières.

Changement de paradigme

L'AEB est un atout majeur de l'APPO, et plus largement du continent africain, pour changer la donne, compte tenu des défis imminents auxquels l'industrie pétrolière et gazière du continent est confrontée. L'AEB est considérée comme une solution aux défis de financement imminents en raison du retrait des bailleurs de fonds traditionnels, officiellement en raison des préoccupations climatiques. M. Traoré a noté que beaucoup de progrès ont été accomplis en vue du lancement de la Banque, dont le siège est situé à Abuja, au Nigeria. Il est prévu que la Banque prenne son envol au troisième trimestre de 2025. La structure de l'actionnariat de la Banque est divi-



Session plénière

Ainsi, en 2022 à Luanda, en Angola, un Protocole d'Accord a été signé entre l'APPO et Afreximbank pour la création de la Banque Africaine de l'Énergie, AEB. En l'espace de deux ans, toutes les négociations ont été finalisées, les documents signés par les institutions fondatrices. À la fin de l'année, l'Accord était devenu un traité à la suite de sa ratification par deux Pays Membres de l'APPO, à savoir la République Fédérale du Nigéria et la République du Ghana.

sée en trois catégories. Les actionnaires de Classe A comprennent les institutions fondatrices (Afreximbank et APPO) et les Pays Membres de l'APPO, les actionnaires de Classe B sont d'autres pays africains (hors APPO) et les actionnaires de Classe C sont des investisseurs non africains non souverains. Alors que l'AEB s'efforcera de financer des projets énergétiques en général sur le continent africain, son objectif principal sera le pétrole et le gaz dans un proche avenir.

4^{ème} Rencontre du Dialogue OPEP – Afrique sur l'Énergie

Renforcer le partenariat entre APPO, AFREC, ARDA et OPEP

La 4^{ème} Réunion de Haut Niveau du Dialogue OPEP-Afrique sur l'Énergie s'est tenue le 25 février 2025 à Abuja en marge de la 8^{ème} édition du Sommet International de l'Énergie du Nigeria (NIES).



Photo de famille

La réunion a été présidée par S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) et Chef de sa délégation. La délégation de l'OPEP était conduite par S.E.M. Haitham Al Ghais, Secrétaire Général de l'OPEP, tandis que M. Anibor Kragha, Secrétaire Exécutif de l'Association Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA) conduisait la délégation de l'ARDA. La délégation de la Commission Africaine de l'Énergie (AFREC) était conduite par M. Yagouba Traoré, Chef de la Planification Politique et de la Stratégie de l'AFREC, représentant le Directeur Exécutif, Rashid Ali Abdallah. Toutes les délégations ont réaffirmé leur volonté de renforcer la collaboration multilatérale en mettant davantage l'accent sur l'Afrique.

Mettre en lumière le potentiel de l'Afrique

Dans son allocution d'ouverture, S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim a souhaité la bienvenue aux parties au Dialogue et a réaffirmé que le Dialogue continue d'être une occasion inestimable pour les partenaires de délibérer sur l'avenir du secteur de l'énergie en Afrique et de renforcer la collaboration entre l'OPEP et les institutions africaines de l'énergie. Il a ajouté que l'Afrique est riche en ressources pétrolières et gazières ainsi qu'en minéraux critiques de la nouvelle économie énergétique, notant que le pétrole et le gaz contribuent de manière significative aux économies des Pays Membres de l'APPO, et que l'Afrique devrait donc prendre le contrôle de l'industrie et exceller dans le développement de la technologie et de l'expertise requises afin de four-

nir des solutions de financement innovantes pour les projets et les opérations pétrolières et gazières. À cet égard, il a informé les participants de l'avancement de la création de la Banque Africaine de l'Énergie, conçue pour soutenir l'industrie pétrolière et gazière sur le continent.

Élaborer des positions communes

Dans son allocution, S.E. Al Ghais a remercié le Secrétariat de l'APPO d'avoir organisé le Dialogue et les autres Parties Africaines pour leur participation et a réitéré que l'OPEP est désireuse de développer davantage

dustrialisation du continent. L'ARDA reste déterminée à promouvoir des cadres d'action pour soutenir les investissements dans l'ensemble de l'industrie énergétique africaine en aval qui garantiront la valeur ajoutée et la réduction des importations de produits pétroliers dans les années à venir, tout en réduisant l'empreinte carbone du secteur.

Pérenniser le dialogue

M. Yagouba Traoré a d'abord annoncé la nomination d'un nouveau Commissaire à l'Énergie et aux Infrastructures par l'Union Africaine. Il a ensuite souligné la nécessité



S.E. Haithem Al Gheith, SG de l'OPEP

son dialogue et sa collaboration avec les pays africains et les institutions de l'énergie dans le but de mieux comprendre les défis de l'industrie sur le continent afin qu'une position commune sur ces défis puisse être élaborée et mise en œuvre.

M. Anibor Kragha a également exprimé la fierté de l'ARDA de faire partie du Dialogue, qu'il considère comme une plate-forme majeure pour garantir que les besoins en énergie de l'Afrique sont satisfaits par le biais d'initiatives solides qui équilibrent la sécurité et la durabilité pour le continent. Il a ensuite souligné la nécessité d'une collaboration accrue entre l'OPEP et les institutions panafricaines telles que l'APPO, l'ARDA et l'AFREC afin de promouvoir une industrie panafricaine de l'énergie intégrée pour répondre à la demande énergétique considérablement accrue nécessaire pour alimenter l'in-

de poursuivre et d'encourager la collaboration entre les organisations mondiales de l'énergie et leurs homologues africaines, afin d'assurer le partage des données et des connaissances et de développer les marchés de l'énergie sur l'ensemble du continent africain. Les Parties ont décidé de renforcer la coopération dans les domaines de la technologie de réduction des émissions de carbone, des préoccupations environnementales et de la durabilité du financement de l'industrie sur le continent africain. Le Dialogue a félicité le nouveau Commissaire à l'Énergie et aux Infrastructures, S.E. Lerato Mataboge, pour sa nomination et lui a souhaité un mandat couronné de succès. Le Dialogue a également exprimé sa gratitude à S.E.M. Amani Abou-Zeid, Commissaire sortant à l'énergie et aux infrastructures de l'UA, pour sa participation aux Dialogues précédents. Le prochain Dialogue est prévu pour le premier trimestre de 2026.

2^{ème} Édition du FORUM des Directeurs R&D de l'APPO Faire de l'Afrique un pôle d'Innovation et d'Excellence dans l'industrie du pétrole et du gaz

L'année dernière, l'Angola a organisé la réunion inaugurale du Forum des Directeurs des Centres de Recherche & Développement et d'Innovation des Pays Membres de l'APPO. L'objectif du Forum, qui est de développer une plate-forme de coopération et de collaboration entre les Institutions de Recherche, de Développement et d'Innovation dans le secteur du pétrole et du gaz des Pays Membres de l'APPO, semble porter ses fruits. Un an plus tard, les membres du Forum se sont retrouvés, pour la 2^{ème} fois en Algérie. La Rencontre a été organisée par la SONATRACH à Alger les 22 et 23 avril 2025.

La 2^{ème} réunion du Forum des Directeurs R&D de l'APPO a été déclarée ouverte par S.E. M. Mohamed Arkab, Ministre algérien de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre Arkab a exprimé sa gratitude à l'APPO pour les progrès remarquables que l'Organisation a accomplis depuis la réforme de l'APPA, notant que la création de divers forums tels que ceux des SNH, de la Formation et de la R&D sont des signes que l'APPO est déterminée à s'attaquer aux problèmes fondamentaux auxquels est confrontée l'industrie pétrolière et gazière africaine. Le Ministre Arkab a souligné que l'Afrique ne peut pas prendre le contrôle total de son industrie pétrolière et gazière sans maîtriser la technologie de l'industrie, et a félicité l'APPO et tous les Pays Membres qui participent à la Réunion pour leur prévoyance. Le Ministre a en outre noté que la coopération et la collaboration dans le domaine de la formation, de la recherche, du développement et de l'innovation dans le domaine du pétrole et du gaz entre les Pays Membres de l'APPO constituent le moyen le plus sûr de surmonter le défi technologique. Il a noté que l'Algérie prend la recherche, le développement et l'innovation à cœur, ce qui explique pourquoi plus de trente brevets ont été déposés en seulement trois ans. Il a assuré l'Organisation du soutien continu de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Dans son allocution, le Président de la SONATRACH, la compagnie pétrolière nationale d'Algérie, M. Rachid Hachichi, a souligné que la science, la recherche et l'innovation sont essentielles pour relever les défis imminents que la Transition Énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine. Il a noté que l'époque où les Pays Membres de l'APPO se lançaient seuls dans les activités pétrolières et gazières, y compris la formation et la recherche, devrait être révolue, et que la coopération, la collaboration et la mise en commun des ressources permettra de relever les défis communs. Il a noté que certains pays ont accompli de bons progrès tandis que d'autres ne font que commencer et a assuré que la SONATRACH et l'Algérie sont prêtes à soutenir d'autres pays producteurs de pétrole et de gaz. Il a déconseillé la dissipation de l'énergie et des maigres ressources par la duplication des efforts et a appelé à la mise en commun des ressources pour établir des centres d'excellence dans la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine du pétrole et du gaz à travers le continent. Ces centres aborderont les défis spécifiques auxquels est confrontée l'industrie pétrolière et gazière sur le continent, a-t-il noté.

Le Président sortant du Forum, Dr. Vladimir Machado, PDG du Centre de R&D de Sonangol, a rappelé que lors de la réunion inaugurale, les bases du Fo-



De gauche à droite : Dr. Vladimir Machado, PDG du Centre R&D Sonangol, SE Dr Omar Farouk, SG APPO, SEM Mohamed Arkab, Ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables de l'Algérie, M. Rachid Hachichi, PDG SONATRACH, la SNH de l'Algérie et M. Mustapha Mohamed Benamara, Directeur Central R&D de la SONATRACH

rum ont été posées avec une vision commune qui est de transformer les Centres Nationaux de R&D en moteurs stratégiques du développement technologique, de l'innovation et de la résilience industrielle.

Le Secrétaire Général de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, a transmis la gratitude de tous les délégués à la réunion à S.E.M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République pour le soutien constant que l'Algérie, Pays Membre fondateur, a apporté à l'APPO, rappelant que l'Algérie a joué un rôle clé dans la mise en place de l'APPO au milieu des années 1980. Dr. Omar Farouk Ibra-

him a exprimé sa gratitude à S.E.M. Mohamed Arkab, pour son leadership visionnaire, soulignant le rôle central joué par le Ministre dans la transformation de l'APPO, particulièrement depuis la réforme. Dr. Omar Farouk Ibrahim a également remercié le Président-Directeur Général de SONATRACH pour l'organisation de la 4ème Rencontre des Directeurs Généraux de la SNH, de la réunion inaugurale du Forum de Formation et de cette 2ème Rencontre des Directeurs de la Recherche, du Développement et de l'Innovation, affirmant qu'il s'agit de démonstrations claires de l'engagement à la cause de la coopération et de la collaboration entre les Pays Membres de l'APPO.

Établir des partenariats fondés sur les connaissances et les meilleures pratiques

Le nouveau Président du Forum, M. Mustapha Mohamed Benamara, Directeur Central de la R&D de SONATRACH, a déclaré que la R&D est essentielle pour optimiser l'exploration et la production grâce à des techniques avancées et rentables (y compris la numérisation), développer et appliquer des technologies respectueuses de l'environnement pour s'aligner sur les objectifs mondiaux de la Transition Énergétique, renforcer les capacités humaines et scientifiques locales et favoriser une industrie pétrolière et gazière africaine compétitive.

Identification des principaux domaines d'intérêt

Sous le thème « Innovation et collaboration », la réunion technique s'est concentrée sur un point sur les capacités et les activités des Pays Membres depuis la réunion inaugurale du Forum. Le Secrétariat de l'APPO a informé les participants sur les politiques et les cadres réglementaires de la R&D. Le point culminant de la réunion a été la discussion des propositions, des options et des stratégies pour des projets conjoints entre les Pays Membres, ainsi que des moyens de promouvoir les institutions de R&D existantes en centres d'excellence africains dans des secteurs industriels spécifiques. Le Forum a identifié quatre grands domaines du secteur pétrolier et gazier nécessitant des recherches approfondies, à savoir :

1. **La Technologie Amont sera pilotée par la SONATRACH.**
2. **Les Solutions de gestion des Données et d'Intelligence Artificielle seront dirigées par la SONANGOL.**
3. **Les Solutions de Décarbonisation et de Protection de l'Environnement seront dirigées par la NNPC Limited.**
4. **Les Solutions de Conception, de Développement et de Gestion de l'Intégrité des Installations Industrielles d'O&G seront dirigées par la GNPC.**

La prochaine réunion du Forum évaluera le niveau de collaboration dans ces domaines. Il est prévu pour avril 2026. Il sera organisé à Abuja (Nigeria) par la NNPC Limited – RTI. Dans l'intervalle, le Pays Membre Algérie a invité tous les Membres du Forum à participer à la 12ème édition des Journées Scientifiques et Techniques SONATRACH, prévue en juin 2025 à Oran.

3^{ème} Réunion du Forum des Directeurs des Institutions de Formation en pétrole et gaz de l'APPO

Vers la création d'un cadre de certification pour le secteur africain du pétrole et du gaz

La 3^{ème} Réunion du Forum des Directeurs des Institutions de Formation en pétrole et gaz des Pays Membres de l'APPO s'est tenue en mai 2025 à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire. Étaient présents les Directeurs des Institutions de Formation en pétrole et gaz des ministères de l'énergie et des SNH. Leur objectif était de partager leurs réflexions sur la méthodologie de la formation pétrolière et gazière à travers le continent, de consolider les efforts d'harmonisation des programmes de formation, de mutualiser les ressources pour optimiser les efforts et de travailler à l'élaboration d'un cadre de certification pour l'industrie africaine du pétrole et du gaz.



Photo de famille

La 3^{ème} Réunion du Forum des Directeurs d'Institutions de Formation en pétrole et gaz dans les Pays Membres de l'APPO a été organisée du 12 au 14 mai 2025 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) par l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB). Son

Excellence Mamadou Sangafowa-Coulibaly, Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie de la République de Côte d'Ivoire a déclaré la réunion ouverte et a félicité l'INP-HB pour l'excellente organisation de la réunion. Il a félicité le Secréariat de l'APPO pour la transformation que connaît

l'APPO depuis la réforme, notant que la création du Forum des Directeurs d'Institutions de Formation en pétrole et gaz des Pays Membres de l'APPO et l'enthousiasme manifesté par les membres lors des deux dernières éditions témoignent de la manière dont l'APPO dirige les efforts visant à sevrer l'Afrique de la dépendance excessive vis-à-vis de l'expertise étrangère dans le secteur du pétrole et de l'industrie. Le Ministre, qui était représenté par son Chef de Cabinet, a souligné le soutien continu de la Côte d'Ivoire à l'APPO et à ses programmes et a noté la nécessité pour l'Afrique de s'adapter aux Transitions Énergétiques Mondiales. Il a appelé à l'intégration des nouvelles technologies, à la professionnalisation de la formation et à l'harmonisation des programmes d'études et à la réduction du fossé entre le monde universitaire et l'industrie.

Dans son allocution, le Secrétaire Général de l'APPO, Dr Omar Farouk Ibrahim, a exprimé sa gratitude à l'égard du Pays Membre de l'APPO, la République de Côte d'Ivoire, pour le soutien continu que l'APPO a reçu du pays, notant que la réforme de l'APPO a été conçue en Côte d'Ivoire, en 2014. Il a exprimé sa gratitude au ministre Sangafowa-Coulibaly pour son soutien personnel et celui des agences relevant de son ministère.

S'adressant aux participants, le SG a invité les membres du Forum à être proactifs, non seulement en participant aux réunions, mais aussi en veillant à la mise en œuvre des recommandations du Forum dans leurs pays et institutions respectifs.

De nombreux progrès réalisés...

La présidence du Forum pour cette année est assurée par M. Fodé Kadialy Kanté, Directeur de l'Ecole Supérieure de Chimie, Pétrole et Energie de l'INP-HB. Il a succédé à Mme Folashade Adekeye, Directrice de l'Académie NNPC. Sous la direction du nouveau président et avec l'aide du Dr Taher Najah, Directeur de la Division de la Recherche de l'APPO, le Forum a examiné plusieurs rapports. Le Président du Groupe de travail (GT) du Forum, Abdelkader Guenoune, Directeur de l'Institut Algérien du Pétrole, a informé les participants de l'état des six missions confiées au GT lors de la deuxième réunion. Ces missions sont les suivantes : réaliser une analyse comparative des instituts de formation en pétrole et gaz des Pays Membres de l'APPO, entreprendre des analyses des emplois et des compétences communs de l'industrie, effectuer une revue des méthodologies pour la formation en situation de travail, formuler des recommandations pour la

création d'une base de données de formation APPO, envisager la création d'un cadre de certification de la formation APPO et enfin proposer des mécanismes de collaboration avec le monde universitaire.

Les Membres du Forum ont ensuite échangé sur les accords bilatéraux établis et en cours entre les instituts des Pays Membres, mettant en exergue les progrès réalisés, les défis rencontrés et les perspectives. En ce qui concerne les programmes de formation, les discussions ont porté sur l'harmonisation des programmes de formation, l'utilisation de simulateurs dans la formation O&G, la certification des instituts de formation, des programmes et des instructeurs, la formation en situation de travail, les programmes de formation proposés dans le cadre des contrats fournisseurs, l'apprentissage en ligne et à distance et la formation en collaboration avec les centres de R&D.

...mais encore des défis à relever

Huit domaines de formation ont été identifiés par le Forum comme étant de nouvelles frontières dans l'industrie du pétrole et du gaz. Il s'agit des opérations en offshore, des activités de récupération assistée (EOR), du renforcement de la sécurité et de la protection de l'environnement, de l'intelligence artificielle (IA), du forage directionnel et de la fracturation hydraulique, des techniques avancées d'exploration, de l'intégration des énergies renouvelables et des solutions énergétiques innovantes. Bien que certains instituts couvrent déjà une partie de ces domaines, il a été recommandé qu'ils veillent à ce qu'ils soient intégrés dans leurs programmes d'enseignement. Deux nouveaux axes, à savoir la gestion de la biomasse et la valorisation des crédits carbone, ont également été identifiés. En outre, il a été observé qu'une distinction est faite entre les universités traditionnelles, qui se concentrent sur l'apprentissage théorique, et les universités techniques, ou polytechniques, qui se concentrent sur la formation pratique et concrète. Afin de remédier au déficit de compétences dans le secteur, le Forum a recommandé que les établissements de formation collaborent activement avec les universités traditionnelles pour compléter l'enseignement universitaire par des compétences pratiques conformes aux besoins de l'industrie. Enfin, le Forum a souligné l'importance d'harmoniser les processus de certification de l'industrie en Afrique, notant qu'il s'agirait d'une étape fondamentale vers l'élaboration d'un cadre africain de certification pour le secteur du pétrole et du gaz.

« L'Afrique est en train de changer pour le meilleur et l'APPO défend un nouveau changement de paradigme dans la recherche de solutions aux défis posés à l'industrie africaine du pétrole et du gaz après nos échecs du passé »

Dr Omar Farouk Ibrahim à l'ouverture de l'ARDA Week



SE Dr Omar Farouk Ibrahim
SG de l'APPO à l'ARDA WEEK 2025

« L'Afrique d'abord – Assurer notre avenir énergétique » était le thème de l'ARDA Week, organisée du 7 au 11 avril 2024 à Capetown, Afrique du Sud par l'ARDA. Invité à prendre la parole lors de la cérémonie d'ouverture de ce Forum, le SG de l'APPO a prononcé un discours inspirant dans lequel il a identifié les conditions nécessaires pour que « l'Afrique d'abord » passe d'un beau slogan à une réalité qui peut changer le visage du continent pour le mieux.

Organisée par l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains, l'ARDA Week est devenue, au fil des années, le rendez-vous incontournable de l'industrie pétrolière africaine en aval. L'édition de cette année de l'ARDA Week, dont le thème était : L'Afrique d'abord – Assurer notre avenir énergétique, a été inaugurée le 7 avril à Capetown et a réuni des représentants de raffineries, de gouvernements, de banques, de régulateurs, d'importateurs, de distributeurs, de négociants, de sociétés de stockage, de sociétés de marketing et de fournisseurs d'équipements et de technologies de raffinage africains. Dans son discours liminaire lors de la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire Général de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, a déclaré que le choix du thème était des plus appropriés compte tenu de l'évolution rapide du contexte énergétique et géopolitique mondial. Rap-

rouk Ibrahim s'est félicité de l'avènement d'un changement de paradigme mondial, appelé par euphémisme la Transition Énergétique qui a permis à l'Afrique de prendre conscience de ses erreurs. « Mieux vaut tard que jamais », a-t-il déclaré, ajoutant que « L'Afrique est en train de changer pour le meilleur et l'APPO défend un nouveau changement de paradigme dans la recherche de solutions aux défis posés à l'industrie africaine du pétrole et du gaz à la suite de nos échecs du passé ». Le SG a conclu que l'expression « L'Afrique d'abord » ne deviendra une réalité que si les Africains parviennent à contrôler le financement de l'industrie de l'énergie, tout en mettant fin à leur dépendance excessive à l'égard des technologies développées par d'autres pour explorer, produire et traiter le pétrole et le gaz du continent. En outre, il a ajouté comme condition sine qua non pour la réalisation de ce noble objectif, le dé-



Anibor Kragha
Secrétaire Exécutif, ARDA

pelant la triste réalité de l'industrie africaine du pétrole et du gaz, dominée depuis un trois quarts de siècle par les diktats des besoins des acteurs extérieurs au continent, il a regretté que les besoins de l'Afrique avec ses près d'un milliard d'habitants sans accès à l'énergie moderne n'aient pas été un facteur pris en compte dans la recherche d'énergie sur le continent. « N'est-il pas ironique, a-t-il fait remarquer, que l'Afrique exporte 75 % du pétrole et 45 % du gaz qu'elle produit alors que nous avons également la plus grande proportion de la population mondiale vivant sans accès à l'énergie moderne ? » Le Dr Omar Fa-

veloppement des marchés trans-frontaliers de l'énergie régionaux et continentaux, défis que l'APPO s'est efforcée de relever de la manière la plus concrète sur le continent. Le Secrétaire Général a noté que l'objectif « L'Afrique d'abord » est réalisable, à condition que les trois défis identifiés auxquels est confrontée l'industrie pétrolière et gazière africaine, à savoir le financement, la technologie et les marchés, soient relevés avec succès. Aucun pays du continent africain n'est à même de relever seul ces trois défis, mais le travail en synergie devrait permettre d'atteindre les objectifs de façon efficiente, a-t-il conclu.

Visite du Secrétaire Exécutif de l'ARDA au Secrétariat de l'APPO

Consolider un partenariat gagnant-gagnant



Le SE de l'ARDA Kragha signant le livre d'or de l'APPO

S.E. Eng Anibor Kragha, Secrétaire Exécutif de l'ARDA a rendu une visite de courtoisie le lundi 24 mars 2025 à S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, au Secrétariat Général de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO, à Brazzaville. L'occasion a été saisie par les deux personnalités pour renforcer le bon partenariat de travail déjà existant entre leurs institutions, et pour définir des domaines d'action concertée.



Le Secrétaire Exécutif de l'ARDA et le Secrétaire Général de l'APPO entourés des Directeurs de l'APPO

Les retrouvailles entre les responsables de l'exécutif de l'APPO et de l'ARDA interviennent juste après le succès de la 4e réunion de Haut Niveau du Dialogue OPEP-Afrique sur l'Énergie à laquelle les deux organisations ont participé à Abuja, au Nigeria, le 25 février 2025, en marge du Sommet International de l'Énergie du Nigeria (NIES) 2025. La visite de courtoisie du Secrétaire Exécutif a été l'occasion de présenter aux deux institutions les défis auxquels elles sont confrontées. Ainsi, de ses origines, à la grande réforme qui lui a permis d'adopter sa forme actuelle, l'APPO a été présentée, avec un focus majeur sur le projet de création de la Banque Africaine de l'Énergie. ARDA a été encouragée à inviter ses membres à devenir actionnaires de la Banque qui s'apprête à prendre son envol. De plus, l'ARDA a été invitée à se joindre au partenariat avec le CABEF pour le CAPS.

Vingt ans au service de l'aval

Présentant l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA), S.E. Eng Anibor Kragha a déclaré qu'il s'agissait de la principale organisation panafricaine pour le secteur pétrolier en aval. Fondée en 2006, l'ARDA compte parmi ses membres des raffineurs de pétrole, des importateurs, des exploitants de terminaux, de grands distributeurs et des orga-

nismes de réglementation de l'industrie. En tant que plate-forme établie pour améliorer l'interaction entre les raffineurs, les opérateurs africains travaillant dans la chaîne de stockage, de transport et de distribution ainsi que les sociétés internationales de marketing, de négoce, d'ingénierie et de services financiers, l'ARDA organise chaque année l'Arda Week à Capetown. Le Secrétaire Général de l'APPO, Dr. Omar Farouk Ibrahim, et une délégation de l'APPO étaient présents à l'ARDA 2025 où il a parlé du thème de l'Afrique d'abord.

M. Kragha a annoncé que l'ARDA se prépare à commémorer, en 2026, son vingtième anniversaire, avec un programme spécial de l'Arda Week qui aura lieu du 11 au 17 avril 2026. Pour conclure cette visite, différents domaines de coopération ont été examinés entre les deux organisations. Il s'agit notamment de l'échange d'informations sur le pétrole en aval ainsi que sur le Contenu Local africain, ainsi que de la création d'un Forum commun pour discuter des défis et attribuer les responsabilités, afin d'optimiser l'utilisation des ressources limitées du continent. En ce qui concerne l'étude sur les marchés du pétrole brut et des produits pétroliers, les deux organisations ont convenu de signer un protocole d'accord pour la coopération et la réalisation de projets d'intérêt commun.

Visite de courtoisie au siège de l'APPO

La RDC annonce
son retour sur la scène
de l'industrie pétrolière internationale

Le Ministre des Hydrocarbures de la RD Congo, S.E. M. Aimé Sakombi Molendo a effectué une visite au Secrétariat de l'APPO à Brazzaville le 26 mars 2025, en marge du Congo Energy & Investment Forum. La délégation de la RDC a été reçue par le Secrétaire Général de l'APPO, S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim et les membres de la Direction du Secrétariat.



Séance de travail

C'est la toute première fois que le Ministre des Hydrocarbures de la République Démocratique du Congo (RDC), S.E. M. Aimé Sakombi Molendo, se rend au siège de l'APPO depuis sa nomination l'année dernière. Tout d'abord, S.E. le Ministre Sakombi Molendo a exprimé sa gratitude au SG pour l'accueil exceptionnel qu'il a toujours reçu du Secrétaire Général, mentionnant leur première rencontre lors de la Semaine Africaine de l'Énergie qui s'est tenue à Capetown en novembre dernier. Il a également remercié le SG d'avoir honoré son invitation à la 10e édition du Makutano, qui s'est tenue à Kinshasa à la fin de l'année dernière.

S'exprimant sur les réformes en cours dans l'industrie du pétrole et du gaz en RDC, le Ministre a cité la réforme du Code des Hydrocarbures, dont l'objectif est de simplifier le texte tout en visant un système fiscal plus motivant pour les investisseurs potentiels. Il a assuré que les travaux sont avancés et que le texte révisé, mieux aligné avec les nouvelles pratiques modernes, devrait ensuite être présenté au Conseil des Ministres pour validation. Le Ministre a également annoncé la construction d'une data room très sécurisée. Il n'a pas manqué d'indiquer l'exploitation prochaine de plusieurs blocs dans le but d'augmenter et d'optimiser l'offre pétrolière de la RDC.

La RDC est de retour

Le Ministre Sakombi a également indiqué que des dispositions étaient prises pour renforcer la participation de son pays à l'APPO. Il a partagé la nouvelle vision de la RDC, qui est que l'APPO doit être le ciment qui consolide les relations entre tous les pays africains. C'est pour cette raison, a-t-il dit, que le pays a ratifié l'accord de partenariat sur les champs pétroliers avec l'Ouganda et l'Angola. Un projet similaire est en discussion avec le Congo Brazzaville, a-t-il indiqué. Le

Ministre a souligné que la RD Congo est prête à faire son retour dans l'industrie pétrolière internationale. Ce retour, selon lui, passe par des efforts de mise à jour des obligations envers l'APPO, afin de travailler main dans la main



Poignée de mains entre le Ministre Sakombi Molendo et le Dr Ibrahim

pour bénéficier de l'appui technique de l'APPO. S.E. M. Aimé Sakombi Molendo a indiqué qu'à l'avenir, les échanges avec l'APPO seront multipliés pour que la RD Congo rattrape son retard, transforme ses ressources et devienne un vrai pays pétrolier dans un avenir très proche. « Je me sens à la maison. Si certaines choses ne marchent pas, je suis un bébé qui n'a que 9 mois », a conclu le Ministre dans une note d'humour, félicitant une fois de plus l'APPO pour les efforts consentis dans la mise en place de la Banque Africaine de l'Énergie.

38 ans de promotion de la coopération et de la collaboration dans le domaine des hydrocarbures en Afrique

L'anniversaire de l'APPO

célébré à Brazzaville le 27 janvier



Photo de groupe

L'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO, célèbre cette année son 38^{ème} anniversaire. Les festivités ont été marquées à Brazzaville, en République du Congo, pays siège, par la tenue de la troisième édition du Forum des Ambassadeurs de l'APPO. Dans ce mini-dossier, vous trouverez les moments forts de cette célébration.



S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et Président de l'APPO, prononçant son discours



*S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim
SG de l'APPO prononçant son discours*



Coupure symbolique du gâteau d'anniversaire

Les Pays Membres de l'APPO se sont réunis à Brazzaville, par l'intermédiaire de leurs Ambassadeurs, le 27 janvier 2025 pour célébrer le 38e anniversaire de la naissance de l'Organisation. Présidée par S.E. M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et Président de l'APPO, cette troisième réunion du Forum des Ambassadeurs a été un moment de réflexion autour du chemin emprunté par l'Organisation Panafricaine, ainsi que de la voie à suivre. Ainsi, à l'ouverture de la session, les invités ont pu visionner une vidéo récapitulative des jalons posés, de la création de l'Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA) à Lagos au Nigeria en 1987, aux dernières actualités liées notamment à la création en cours de la Banque Africaine de l'Énergie, en passant par les grandes réformes menées entre 2015 et 2020. Engagés à jouer leur rôle dans la tâche commune, les Ambassadeurs n'ont pas manqué de saluer la vision des pères fondateurs,



Remise du cadeau du Président de l'APPO par le SG



Remise du cadeau de l'Ambassadrice du Venezuela par le Doyen du corps diplomatique

ainsi que l'action concertée des États au sein de l'APPO.

En tant qu'experts en diplomatie, le SG de l'APPO a exhorté les Membres du Forum des Ambassadeurs de l'APPO

à aider à diffuser la position de l'APPO dans les différents forums internationaux auxquels ils participent. Le Secrétariat de l'APPO, a-t-il dit, est prêt à tout moment à fournir les informations nécessaires sur les activités et les positions de l'Organisation, afin que les Ambassadeurs soient bien informés de ce que l'APPO fait pour le bien-être des peuples africains. Il a parlé de la Transition Énergétique Mondiale et de la position de l'APPO à ce sujet, notant que l'APPO n'est pas anti-Transition Énergétique, mais que nos Pays Membres ne peuvent pas s'engager dans la transition à la même vitesse que les pays développés nous le demandent. Nos circonstances sont radicalement différentes, a-t-il affirmé.

Briefing sur la Banque Africaine de l'Énergie

En 38 ans d'existence, l'APPO a su se positionner comme la plateforme par excellence d'expertise et de collaboration dans le domaine des hydrocarbures en Afrique. C'est ce qu'a rappelé dans son allocution S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et Président de l'APPO. Il s'est attardé sur le projet de création de la Banque Africaine de l'Énergie, dont l'objectif est de pallier l'effacement des investisseurs étrangers traditionnels dans les énergies fossiles sur le continent, en finançant des projets pétroliers et gaziers. Le Président de l'APPO a également appelé à un consensus pour la maîtrise du marché pétrolier

et l'harmonisation des politiques liées à la Transition Énergétique. « L'APPO défend les intérêts de ses Pays Membres et continue de le faire dans les négociations que nous menons avec les compagnies pétrolières. C'est très important d'être unis face à toutes les compagnies pétrolières ultra-puissantes qui viennent à nous », a-t-il conclu.

Faire face à encore plus de défis

Prenant la parole, le Doyen du Corps diplomatique, S.E. M. René Makongo, Ambassadeur de la République Gabonaise en République du Congo, s'est félicité de la pérennité de l'initiative. Il a exhorté ses collègues à apporter le soutien nécessaire à l'APPO pour atteindre ses objectifs et a souhaité que la nouvelle année qui s'ouvre pour l'Organisation lui permette de relever encore plus de défis, afin que le pétrole et le gaz dont Dieu a béni le sous-sol africain, bénéficient à ses populations. Le toast de joyeux anniversaire a ensuite été porté par S.E. Mme Laura Evangelia Suarez, Ambassadrice de la République Bolivarienne du Venezuela auprès de la République du Congo, Pays Membre Honoraire de l'APPO. La cérémonie s'est clôturée dans une ambiance chaleureuse, avec la découpe symbolique du gâteau du 38ème anniversaire de l'APPO.



Remise du cadeau de l'Ambassadeur de l'Algérie par le Président de l'APPO

S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua

Président de l'APPO

Excellence, Passion et Rigueur au service d'une Organisation en pleine mutation

En tant que Vice-Président de l'APPO, l'actuel Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo avait déjà démontré son engagement indéfectible à conduire les affaires de l'Organisation avec passion et conscience. Édifiés par cette expérience, c'est avec confiance que ses pairs l'ont nommé depuis janvier 2025, Président de l'APPO. Une telle consécration n'est que l'aboutissement logique d'une brillante carrière de technocrate et d'homme politique aguerri.

« L'homme qu'il faut à la bonne place », ce dicton n'a jamais été aussi approprié que pour qualifier le choix de S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua pour présider aux destinées de l'APPO, tant l'on aurait pu penser que le moindre des jalons posés dans le parcours de l'homme le préparait à assumer une telle fonction. Pur produit du système éducatif congolais, M. Itoua a fait de brillantes études universitaires à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, ce qui lui a permis d'obtenir une licence en Mathématiques, option Mathématiques Appliquées. Il s'envole ensuite pour l'Hexagone où il décrochera successivement ses diplômes d'Ingénieur en Mécanique-Electricité à l'Ecole Spéciale des Travaux Publics et du Bâtiment (SPWP) de Paris, d'Ingénieur en Mise en Valeur et Exploitation des Gisements à l'ENSPM (IFP) à Rueil Malmaison, puis un DESS/MBA en Administration des Entreprises à l'IAE de Paris (Université Panthéon-Sorbonne).

Un début de carrière prometteur

De retour au pays, M. Itoua débute sa carrière professionnelle en 1984 au sein du Contrôle Général de l'Electricité de la Société Nationale de l'Electricité (SNE) où il assume les fonctions d'Ingénieur puis de Chef du Département du Contrôle Technique. Il rejoint Elf Congo en 1985 et il y occupe plusieurs postes : de 1985 à 1987,

chef des méthodes de production statistique, de 1987 à 1988, assistant du chef du secteur de la production, de 1988 à 1992, chef adjoint du secteur Production, de 1992 à 1993, chef de projet Tchendo (1990), de 1993 à 1995, chef du secteur Production et de 1995 à 1997, chef du département Méthodes à la Subdivision de l'Exploitation.

Pionnier de la SNPC

Conseiller en Hydrocarbures, Mines, Energie et Hydraulique auprès du Président de la République, Chef de l'Etat de 1999 à 2005, cet excellent Manager, passionné par les défis et extrêmement pointilleux, dispose d'un parcours professionnel hors du commun. Il est Fondateur et Directeur Général de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) depuis sa création en 1998 jusqu'en 2005. M. Bruno Jean Richard ITOUA a en plus de sa fonction de Directeur Général de ce qui est devenu sous son règne, le fleuron de l'économie congolaise, occupé les fonctions de Secrétaire Général du Fonds des Dépôts et de Garantie, Administrateur Général du CORAF. Il a été également Président des conseils d'administration de la SNE, de la SNDE, d'Intel Congo et de plusieurs filiales de la SNPC, ainsi que membre de plusieurs conseils d'administration (SOCOTRAM)...



S.E. Bruno Jean Richard Itoua

Distinctions prestigieuses

M. Bruno Jean Richard ITOUA a reçu plusieurs prix dont celui du Meilleur Manager Africain de l'Année 2000, décerné par le Conseil International des Managers Africains (CIMA), le WQC (World Quality Commitment) International Star Award dans la catégorie Or, le trophée African Management Award (AMA) en tant que Sponsor de la 3ème Edition Dakar 2005. En raison des nombreux services rendus à la Nation, M. Bruno Jean Richard ITOUA a été élevé au grade de Grand Officier dans l'Ordre du Mérite Congolais. Président du Conseil des Ministres Africains de l'Eau (CMAE) de mai 2007 à novembre 2009, il a été élu par ses pairs à la fin de son mandat, Président du Comité de Pilotage de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), poste qu'il a occupé cumulativement avec ses fonctions de Président du Comité des Ministres de la CICOS (Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha) jusqu'au 12 janvier 2012. Le Ministre Bruno Jean Richard ITOUA a en outre été élevé au grade de Commandeur de l'Ordre International des Palmes Académiques du Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES), le 10 novembre 2020.

Un parcours politique exemplaire

Dans un premier temps nommé Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique de 2005 à 2011, M. Itoua a été promu Ministre de l'Enseignement Supérieur, en mai 2016, avec, comme objectif, d'une part d'élever le niveau de l'enseignement supérieur au Congo et d'autre part de former une élite en phase avec les impératifs du marché du travail, tout en plaçant les universités congolaises à la pointe des technologies de l'information et de la communication, conformément à la vision du Président de la République. En plus de ses fonctions de Ministre, M. Bruno Jean Richard ITOUA, a été élu en novembre 2016, Président de la Fédération Congolaise de Basketball. Aujourd'hui au Ministère des Hydrocarbures depuis fin mai 2021, l'objectif de M. Bruno Jean Richard ITOUA est d'augmenter le niveau de production de pétrole et de gaz en République du Congo, tout en démontrant l'existence d'un environnement de travail favorable. Le Ministre Itoua a été Président de l'OPEP de janvier 2022 à janvier 2023. Député de la 1ère circonscription électorale de l'arrondissement d'Ollombo depuis le 24 juin 2007, il est marié et père de six enfants.

La République Arabe d'Égypte

Un géant aux atouts pharaoniques



L'un des premiers pays africains producteurs de pétrole et de gaz à rejoindre l'APPO en 1989, à peine deux ans après la création de l'Organisation, la République Arabe d'Égypte, est située en Afrique du Nord et a pour capitale le Caire. Dotée d'une civilisation séculaire, cette nation productrice de pétrole bénéficie d'un climat et d'une histoire qui en font un phare pour l'Afrique. S.E. M. Abdel Fattah Al-Sisi en est le Président de la République.



Site touristique en Egypte

Les pyramides, le Sphinx, la grande Vallée des Rois, etc. sont quelques-uns des sites historiques mondialement connus à visiter lors d'un séjour en Égypte. Au cœur du monde arabe, avec ses sept sites du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Égypte est considérée comme le berceau de la civilisation. Sur les rives de la vallée du Nil, les anciens Égyptiens ont développé la culture des céréales, un système sophistiqué d'organisation politique, de religion, d'écriture, de tenue de registres et une base pour l'épanouisse-

ment artistique. La civilisation égyptienne antique a rayonné dans le monde entier à travers les millénaires grâce à des personnages historiques emblématiques, d'Akhenaton à la Reine Hatchepsout et de Toutankhamon à Ramsès II. L'Égypte a également joué un rôle culturel et politique important dans le monde gréco-romain. L'arrivée d'Alexandre le Grand en Égypte en 332 av. J.-C. marque le début de la période gréco-romaine, au cours de laquelle l'Égypte abritait des personnages légendaires tels que la Reine Cléopâtre. Le christianisme a ensuite été introduit en Égypte par l'apôtre saint



Marc, au début du premier siècle, faisant de l'Église copte égyptienne l'une des plus anciennes églises existantes. L'arrivée de l'islam en Égypte a marqué le début du rôle important de ce pays dans le monde médiéval. Au cours de la période islamique, des dynasties telles que les Omeyyades, les Abbassides, les Fatimides, les Ayyoubides et les Mamelouks ont laissé derrière elles une riche architecture islamique médiévale, transformant Le Caire en une « ville aux mille minarets ».

L'Égypte moderne

La dynastie de Mohammed Ali a marqué la naissance de l'État moderne de l'Égypte.

À partir de 1805, Muhammad Ali a présidé à la construction d'un système administratif moderne impressionnant, comprenant les premiers services postaux modernes au monde, l'infrastructure ferroviaire, les systèmes d'irrigation, les armées de conscription, l'industrie, les services éducatifs et les affaires culturelles. En 1952, l'Égypte est devenue une république dont S.E.M. Abdel Fattah al-Sisi est le président depuis 2014. Les secteurs du tourisme et des antiquités ont bénéficié d'un soutien sans précédent de la part du Président, ce qui a permis au Ministère du Tourisme et des Antiquités d'inaugurer de nouveaux musées et de restaurer plus de 100 sites archéologiques, dont des mosquées, des églises et des synagogues.

365 jours de météo agréable dans des paysages naturels

Située à l'angle nord-est de l'Afrique et à l'angle sud-ouest de l'Asie, l'Égypte relie les deux continents par la péninsule du Sinaï, qui fait office de pont terrestre. Au-delà du contraste saisissant entre le lit du Nil et l'étendue désertique, se dévoilent de pittoresques oasis,

des chaînes de montagnes colorées et un littoral diversifié. L'on observe les oiseaux sur le Nil à Assouan, la vie marine époustouflante du Lagon Bleu à Dahab et l'on peut aussi nager avec les dauphins à Marsa Alam, si l'on ne préfère pas partir en safari dans le désert pour voir les formations du désert blanc ou en randonnée dans les montagnes du Sinaï. Le climat égyptien est tempéré, avec de courtes transitions saisonnières. En Égypte, le soleil brille presque tous les jours, avec une durée moyenne d'ensoleillement comprise entre 10 et 14 heures selon la période de l'année.

Un pays producteur de pétrole et de gaz

Le Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales de l'Égypte est S.E. l'ingénieur Karim Ibrahim Ali Badawi. Le pays dispose d'un secteur énergétique avancé basé sur le pétrole, le gaz naturel et l'hydroélectricité. La première découverte de pétrole (Gemsa) y a été faite il y a environ 140 ans et la production de pétrole y est réalisée depuis 1910. Les différents sites de production sont : le désert occidental, le golfe de Suez, le delta du Nil, la Méditerranée, la mer Rouge et la Haute-Égypte. Crédité de 3300 millions de barils de réserves prouvées de pétrole brut, le pays des Pharaons produit 453 000 b/j de pétrole brut (2023)¹. En outre, l'Égypte dispose de 2209 milliards de mètres cubes standard de réserves prouvées de gaz naturel, avec une production de 59 328 millions de mètres cubes standard (2023)².



SE Ing. Karim Ibrahim Ali Badawi
Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales - Égypte

Égypte : Les informations essentielles

Capitale :	Le Caire
Fête nationale :	23 Juillet
Population :	100.000.000
Langue officielle :	Arabe
Religion :	Islam (Religion d'État)

Les informations publiées dans cet article, ainsi que les photos, sont tirées du site officiel de la Présidence de la République d'Égypte, du site experienceegypt.eg ainsi que du site moc-egypt.com.

1 OPEP (Bulletin statistique annuel 2024)

2 Idem

La République Gabonaise

Un joyau forestier au cœur de l'Afrique



Un jaguar dans la jungle gabonaise

À l'origine même de l'idée de création de l'APPO, avec l'Algérie, la Libye et le Nigeria, le Gabon fait partie des nations fondatrices en 1987 de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains. Situé au Centre de l'Afrique, ce pays dont la capitale est Libreville présente un écosystème unique qui en fait un paradis de la faune et de la flore.

Historiquement, les premiers habitants du Gabon sont des Pygmées, forestiers, chasseurs vivant dans des communautés familiales de petite taille sur les berges des rivières à qui s'ajoutent progressivement d'autres groupes ethniques. Au 15^e siècle, suite à l'arrivée de navires portugais, puis des marins français, danois et britanniques, les occidentaux développent avec les autochtones le commerce de l'ivoire, des espèces de bois précieux ainsi que des esclaves. En 1849 est fondée la capitale de Libreville colonisée par les esclaves affranchis par les Français. Après l'indépendance du pays le 17 Août 1960, SEM Léon

Mba est élu président de la République. Lui succéderont feu SEM Albert-Bernard Bongo, puis SEM Ali Bongo Ondimba, avant l'élection en avril 2025 de SEM Brice Clotaire Oligui Nguema à la magistrature suprême.

Un patrimoine culturel riche et original

Le peuple gabonais est composé d'environ cinquante ethnies issues des diverses régions. Parmi les nombreuses attractions touristiques, l'on distingue le Musée National des Arts et Traditions (MNAT), un lieu incontournable pour les visiteurs



de passage dans le pays, mais également pour les Gabonais qui redécouvrent au fil des expositions temporaires, les objets traditionnels qui honorent la culture gabonaise. Les danses du Gabon sont le reflet de la diversité des différents peuples et rites qui animent le folklore gabonais. Elles sont étroitement liées aux différents rites, notamment le Bwiti. La musique quant à elle comprend plusieurs styles pop et folkloriques, portées par des stars de renom telles que Patience Dabany et Annie-Flore Batchiellilys. Le Gabon abrite également des masques de renommée internationale, tels que le N'gol-tang (Fang) et le masque Kota. Les bases de la cuisine du Gabon se trouvent essentiellement dans les produits de la terre (comme la banane plantain, le manioc, la feuille de manioc, l'aubergine africaine, le piment, etc.), les produits de la mer, le gibier et la volaille.

Faune et flore d'exception

La forêt tropicale du Gabon est son atout le plus précieux et contribue de manière significative à l'équilibre de la biodiversité dont dépend notre monde. Elle fait partie du bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie. Le pays se trouve sur l'équateur et environ 88 % de ses terres sont couvertes de forêt tropicale. Le couvert forestier est le principal écosystème du pays, avec une faune riche et variée. Le troupeau d'éléphants de forêt du Gabon est le plus important au monde, avec environ 95 000 individus de cette espèce en danger critique d'extinction. Le Gabon abrite également pas moins de 18 000 gorilles et chimpanzés. Il y a environ 10 000 espèces végétales recensées au Gabon. Le Gabon est également visité par la plus grande population de baleines à bosse de l'hémisphère sud, qui y allaitent chaque année leurs petits avant de migrer vers le sud. Dans l'ensemble, les eaux

marines du Gabon abritent plus de 20 espèces de baleines et de dauphins, dont la baleine à bosse de l'Atlantique, en danger critique d'extinction. Chaque année, les plus grandes populations mondiales de tortues luths et olivâtres viennent nicher au Gabon.

Un producteur historique de pétrole et de gaz en Afrique

Le Gabon est un pays producteur du pétrole et du gaz, Membre de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains et aussi de l'OPEP. Le Ministère du Pétrole et du Gaz est dirigé par SEM Sosthène Nguema Nguema. Le pays dispose de 2 milliards de barils de réserve prouvées de pétrole brut (2023)¹ et de 26



SEM Sosthène Nguema Nguema
Ministre du Pétrole et du Gaz - Gabon

milliard mètres cubes standard de réserves prouvées de gaz naturel (2023)². La production de pétrole brut est de 1000 b/j (2020)³, pendant que la production commercialisée de gaz naturel est de 463 Millions de mètres cubes standard (2023)⁴. Au total, le pays est un chef de file mondial dans la pratique de la foresterie durable et l'économie est basée sur l'extraction et l'exportation de ressources naturelles, en particulier le manganèse, le pétrole et le bois. Le tourisme et l'agriculture prennent de plus en plus de l'importance dans un pays à l'économie en pleine croissance.

Gabon: Les informations essentielles

Capitale :	Libreville
Fête nationale :	17 août
Population :	2.341 millions (2021)
Langue officielle:	Français

Les informations sur l'histoire et la culture du Gabon proviennent du site officiel de la Présidence de la République gabonaise.

Les photos d'illustration ainsi que les informations sur la faune et la flore proviennent du site web discovergabon.com

1 Source: OPEC (Annual Statistical Bulletin 2024)

2 Idem

3 Idem

4 Idem

Conseil des Ministres de l'APPO



S.E. Mohamed Arkab
Ministre des Mines, de l'Énergie et des Energies
Renouvelables
 **ALGERIE**



S.E. Diamantino Pedro Azevedo
Ministre des Ressources Minérales, du Pétrole
et du Gaz
 **ANGOLA**



S.E. José Tonato
Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines
 **BENIN**



S.E. Adolphe Moudiki
Plénipotentiaire au Conseil des Ministres
 **CAMEROUN**



S.E. Bruno Jean Richard Itoua
Ministre des Hydrocarbures & Président de l'APPO
 **CONGO**



S.E. Aimé Molendo Sakombi
Ministre des Hydrocarbures
 **D.R. CONGO**



S.E. Mamadou Sangafowa-Coulibaly
Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie
 **CÔTE D'IVOIRE**



S.E. Eng. Karim Ibrahim Ali Badawi
Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales
 **EGYPTE**



S.E. Sosthène Nguema Nguema
Ministre du Pétrole et du Gaz
 **GABON**



S.E. Hon. John Abdulai Jinapor
Ministre de l'Énergie et de la Transition Verte
 **GHANA**



S.E. Antonio Oburu Ondo
Ministre des Hydrocarbures et du Développement
Minier
 **GUINÉE EQUATORIALE**



S.E. Dr. Khalifa R. Abdul Sadek
Ministre du Pétrole et du Gaz
 **LIBYE**



S.E. Lucia Witbooi
Vice-Présidente
 **NAMIBIE**



S.E. Dr. Sahabi Oumarou
Ministre du Pétrole
 **NIGER**



S.E. Heineken Lokpobiri
Ministre Délégué aux Ressources Pétrolières
 **NIGERIA**



S.E. Birame Souleye Diop
Ministre du Pétrole et de l'Énergie
 **SENEGAL**



S.E. Gwede Mantashe
Ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie
 **AFRIQUE DU SUD**



S.E. Ndolenodji Alixe Naïmbaye
Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie
 **TCHAD**



M. Remini Amine
Membre du Conseil Exécutif



ALGERIE



M. Estêvão Pedro
Membre du Conseil Exécutif



ANGOLA



M. Celestin Gbétognon Enanto
Membre du Conseil Exécutif



BENIN



Membre du Conseil Exécutif



CAMEROUN



M. Stev Simplicie Onanga
Membre du Conseil Exécutif



CONGO



M. Fumbwe Katuku Wa Musampo Joel
Membre du Conseil Exécutif



D.R. CONGO



M. Esse Kouamé Bienvenu
Membre du Conseil Exécutif et Président du CE



CÔTE D'IVOIRE



Eng. Moataz Atef
Membre du Conseil Exécutif



EGYPTE



M. Ferdinand Epigat
Membre du Conseil Exécutif



GABON



Hon. Richard Gyan-Mensah
Membre du Conseil Exécutif



GHANA



M. Agustin Mba Okomo
Membre du Conseil Exécutif



GUINÉE EQUATORIALE



M. Bader Fadlalla Masoud Elseid
Membre du Conseil Exécutif



LIBYE



Membre du Conseil Exécutif



NAMIBIE



M. Salissou Moussa Diakité
Membre du Conseil Exécutif



NIGER



M. Felix Omatsola Ogbe
Membre du Conseil Exécutif



NIGERIA



M. Papa Samba Ba
Membre du Conseil Exécutif



SENEGAL



Mme Gosetseone Leketi Florence
Membre du Conseil Exécutif



AFRIQUE DUSUD



M. Boukar Moustapha
Membre du Conseil Exécutif



TCHAD



L'avenir de l'énergie en Afrique est féminin !

Une opinion d'Emelia Akumah, Fondatrice et Présidente, Africa Energy Technology Centre (AETC)

Alors que l'Afrique se trouve à un tournant décisif dans la construction de son avenir énergétique, une vérité fondamentale doit guider notre vision : l'ingéniosité et le leadership des femmes ne sont pas périphériques mais essentiels à la réalisation d'un paysage énergétique durable et équitable. Pendant trop longtemps, l'immense potentiel détenu par les femmes à travers le continent est resté un réservoir largement inexploité dans ce secteur critique. Reconnaître et cultiver activement la participation des femmes à l'innovation énergétique locale, en particulier au sein des communautés rurales marginalisées et des écosystèmes éducatifs vitaux, va au-delà de l'impératif de l'égalité des sexes ; il apparaît comme un impératif stratégique pour favoriser un avenir énergétique africain résilient, inclusif et, en fin de compte, autodéterminé.

Libérer la sagesse populaire : les femmes comme catalyseurs de solutions d'énergie locales

Les défis énergétiques auxquels l'Afrique est confrontée sont profondément ressentis au niveau des ménages et des communautés, et c'est là que les femmes possèdent souvent la compréhension la plus profonde et la plus nuancée. Qu'il s'agisse des réalités quotidiennes de la pénurie de carburant, de la tâche ardue de la collecte de la biomasse ou de la gestion complexe de ressources énergétiques limitées, les femmes d'Afrique rurale connaissent intimement les aspects pratiques de l'accès à l'énergie. Cette expérience vécue les positionne de manière unique comme des observateurs attentifs et des solveurs de problèmes perspicaces, capables d'identifier et de mettre en œuvre des solutions énergétiques percutantes et adaptées localement. En faisant participer activement les femmes au processus d'innovation, nous avons accès à une mine de connaissances de base, ce qui favorise le développement de technologies non seulement efficaces, mais aussi culturellement pertinentes et facilement adoptées. L'autonomisation des femmes les transforme en de puissantes militantes et en agents dynamiques du changement, favorisant l'adoption de pratiques d'énergie propre tout en favorisant aussi l'amélioration de la santé communautaire, du niveau d'éducation et de l'autonomisation économique. Dans les centres urbains, le talent émergent des femmes dans les universités, les collèges techniques et les carrières émergentes dans le domaine de l'énergie

représente un levier essentiel pour élever la position de l'Afrique sur la scène énergétique mondiale. Le fait d'encourager et de soutenir activement les femmes à exceller dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) alimente directement un secteur de l'énergie plus robuste et plus adaptatif. Les femmes apportent souvent des perspectives distinctes, cultivent des environnements collaboratifs et font preuve d'une grande attention à la durabilité à long terme – des qualités indispensables pour naviguer dans les complexités de la crise énergétique en Afrique.

Démanteler les barrières, cultiver des solutions : autonomiser les femmes dans les initiatives énergétiques locales

Pour les femmes des communautés rurales, le parcours vers l'innovation énergétique commence souvent par l'accès à des technologies abordables et durables qui allègent directement les fardeaux quotidiens et améliorent la qualité de vie. Les initiatives promouvant des solutions de cuisson propres, par exemple, atténuent non seulement les graves conséquences sur la santé associées aux combustibles traditionnels, mais libèrent également le temps des femmes, permettant une plus grande participation à l'éducation, aux entreprises et au leadership communautaire. Fournir aux femmes rurales l'accès aux ressources essentielles, à une formation ciblée et à des incitations significatives à adopter des technologies d'énergie propre peut catalyser une profonde transformation sociale et économique au sein de leurs communautés. Il est primordial d'encourager stratégiquement l'engagement des femmes rurales dans les initiatives énergétiques locales. Les programmes offrant un soutien financier accessible, tels que les micro-prêts spécialement conçus pour les entreprises énergétiques dirigées par des femmes, peuvent être de puissants moteurs de changement. Imaginons une femme d'un village isolé habilitée par une subvention ou un prêt à faible taux d'intérêt pour établir un kiosque fonctionnant à l'énergie solaire. Cette simple intervention peut créer un effet d'entraînement, en fournissant des services essentiels tels que la recharge des téléphones portables et l'éclairage aux ménages, et même en permettant la réfrigération pour l'agriculture à petite échelle, générant des revenus et améliorant les moyens de subsistance locaux. De telles entreprises dirigées par des femmes



contribuent non seulement directement au bien-être de la communauté, mais jettent également les bases d'un avenir plus autonome et durable. Ces incitatifs doivent aller au-delà de la simple aide financière et englober des programmes complets de formation et de mentorat. Il est essentiel pour leur réussite à long terme d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires en matière de technologies d'énergie renouvelable et de gestion d'entreprise. Les partenariats de collaboration entre les organisations non gouvernementales locales, les agences gouvernementales et les donateurs internationaux peuvent faciliter la création de programmes de formation sur mesure qui cultivent un cadre de femmes entrepreneures autonomes et de leaders locaux du secteur de l'énergie.

Encourager le leadership féminin : investir dans les talents au sein des établissements d'enseignement et des carrières

Une véritable autonomisation dans le secteur de l'énergie nécessite des systèmes de soutien solides au sein des établissements d'enseignement. Pour inspirer les filles et les jeunes femmes à poursuivre des études dans les domaines des STIM et les guider vers des carrières liées à l'énergie, il faut des modèles visibles et des mentors dévoués. L'octroi de bourses d'études, de possibilités de stages stratégiques et de partenariats universitaires solides sont essentiels pour créer des viviers durables de talents féminins dans le secteur de l'énergie. Les établissements d'enseignement peuvent nouer des collaborations significatives avec des entreprises et des organisations comme Africa Energy Technology Centre (AETC) pour développer des programmes percutants qui offrent aux jeunes femmes une expérience pratique inestimable en matière de technologie énergétique et de formulation de politiques. L'incitation à la participation des femmes dans l'enseignement supérieur pourrait inclure des bourses d'études et une aide financière pour celles qui poursuivent des études en études de l'énergie et de l'environnement, dans les disciplines de l'ingénierie et dans des domaines connexes. Les entreprises peuvent jouer un rôle crucial en proposant des programmes de stages enrichissants qui exposent les jeunes femmes à des défis énergétiques réels, facilitent le développement de réseaux professionnels essentiels et les dotent de compétences pertinentes pour l'industrie. En outre, les universités et les institutions techniques devraient organiser activement des ateliers, des hackathons et des concours spécialement conçus pour encourager les étudiantes à s'engager et à développer des solutions innovantes aux problèmes urgents liés à l'énergie. En rendant les voies d'accès aux carrières dans le secteur de l'énergie accessibles et stimulantes intellectuellement pour les jeunes femmes, nous pouvons former une génération de femmes leaders prêtes à révolutionner le secteur.

Bâtir un avenir résilient : l'impératif des politiques et des partenariats

Pour parvenir à un changement durable et systémique, nos efforts doivent être institutionnalisés au moyen de cadres politiques avant-gardistes. Les gouvernements, en étroite

collaboration avec les parties prenantes de l'industrie et les organisations de la société civile, doivent adopter des politiques qui défendent activement la participation significative des femmes à l'innovation énergétique. Cela peut se faire par l'établissement d'objectifs clairs d'inclusion des sexes dans le secteur de l'énergie, l'octroi d'incitatifs fiscaux stratégiques aux entreprises qui investissent manifestement dans des initiatives axées sur les femmes et la mise en œuvre de programmes de financement dédiés aux projets énergétiques dirigés par des femmes. Des partenariats stratégiques avec des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes donateurs peuvent amplifier l'impact de ces initiatives. Les banques de développement et les fondations philanthropiques peuvent fournir des subventions cruciales pour des projets à fort impact menés par des femmes dans le domaine des énergies renouvelables et des technologies propres. De même, une collaboration solide entre les entités gouvernementales et les principaux acteurs du monde des affaires peut faciliter la création de pôles d'innovation dynamiques qui fournissent un soutien essentiel aux femmes entrepreneures et aux chercheuses qui se consacrent au développement de solutions énergétiques durables adaptées aux besoins uniques des communautés africaines.

Un horizon durable : placer les femmes à la tête du progrès

Le potentiel de changement transformateur sur le continent africain est immense lorsque les femmes sont équipées des outils, des ressources et du soutien indéfectible nécessaires pour s'engager pleinement et significativement dans le secteur de l'énergie. Nous devons aller au-delà des gestes superficiels et cultiver des incitations substantielles qui permettent aux femmes non seulement de participer, mais aussi de diriger l'innovation, l'investissement et la mise en œuvre de solutions énergétiques durables. À Africa Energy Technology Centre, notre engagement est inébranlable à favoriser une nouvelle génération de femmes leaders visionnaires et d'innovatrices révolutionnaires qui défendront la Transition Énergétique juste et équitable de l'Afrique. En soutenant stratégiquement les femmes de tous horizons, de la base des communautés rurales aux universités urbaines, nous visons à construire une base solide qui non seulement répond à la demande croissante d'énergie de l'Afrique, mais le fait d'une manière qui élève et autonomise profondément l'ensemble du continent. En conclusion, l'avenir énergétique de l'Afrique brille le plus lorsque nous veillons sans équivoque à ce que les femmes ne soient pas simplement des participantes, mais qu'elles soient positionnées comme des leaders influents dans ce voyage transformateur. Unissons-nous – gouvernements, secteur privé, établissements d'enseignement et société civile – pour cultiver un paysage où les femmes ont toutes les occasions de laisser une marque indélébile sur la trajectoire de la technologie énergétique. Car lorsque les femmes africaines s'épanouissent, c'est tout le continent qui s'épanouit. L'avenir de l'énergie en Afrique est féminin !

COP 29

Compromis ou compromission ?

C'est dans un pays à la longue histoire marquée par le pétrole, l'Azerbaïdjan, que s'est tenue du 11 au 22 novembre dernier la Conférence des Parties sur le Climat (COP) 29. Grand berceau de l'extraction pétrolière, la capitale Bakou a été en effet le lieu du forage du tout premier puits de pétrole en 1846, avant même les Etats-Unis. Aujourd'hui encore tirant l'essentiel de ses revenus de l'exploitation du pétrole, et faisant la promotion du gaz comme énergie de transition afin de continuer à profiter de la manne des hydrocarbures, l'Azerbaïdjan a été le lieu de la conclusion du Pacte d'unité climatique de Bakou (Baku Unity Climate Pact). Compromis ou compromission ?

Beaucoup d'eau a coulé sous le pont, depuis l'institution à Berlin de la conférence annuelle des Nations Unies appelée Conférence des Parties ou COP. Si l'objectif global de ces rencontres périodiques est de limiter les émissions de dioxyde de carbone (CO2) et de réduire le réchauffement climatique à 1,5 degré, la COP 29 devait être axée notamment la collecte de fonds pour l'adaptation des pays en développement. Le chiffre annuel de 100 milliards de dollars avait en effet été retenu à Copenhague pour être mobilisé par les pays développés à cette fin au profit des pays en développement. L'un des enjeux de la COP 29 était la renégociation de ce montant jugé dérisoire par les pays en développement qui souhaitaient le porter à un montant compris entre 1100 et 1300 milliards de dollars. Après une dizaine de jours de débats et une prolongation des négociations de près de 36h, la COP parvient le dimanche 24 novembre 2024 à 5h30 du matin à un accord sur un ensemble de décisions. À l'arrivée, il y a eu très peu d'avancées, et beaucoup de récriminations de part et d'autre.

Un accord a minima

Le consensus a été obtenu sur le montant de 300 milliards de dollars à déboursier par les pays développés au profit de ceux en développement pour l'adaptation. Si les bénéficiaires ont trouvé cette somme dérisoire, les pays

riches, pour leur part, ont estimé avoir consenti par cet accord, un effort considérable, ayant multiplié par trois le montant de la contribution actuelle. L'idée de ce fond était de faire financer la réduction des émissions du monde pauvre, d'où il est estimé que 75% de la croissance des émissions de la dernière décennie proviennent. Tenue dans un climat de tension, la COP a été marquée par les déclarations du Président de l'Azerbaïdjan, SEM Ilham Aliyev qui a indiqué que le pétrole et le gaz étaient des dons de Dieu et qui s'est aussi attaqués aux médias, ONG et hommes politiques, les accusant de divulguer de fausses informations. L'ombre de SEM Donald Trump, nouveau Président élu des Etats-Unis et climato-sceptique connu a aussi plané sur la conférence. Face à l'effacement envisagé des USA dans ces négociations, la Chine, plus grand émetteur de carbone de la planète est restée plutôt effacée. Tout au plus, a-t-elle consenti à contribuer à la cagnotte de financement climatique des pays en développement, alors qu'elle est toujours elle-même, définie comme un pays en développement par les Nations Unies.

Appel à une Transition Énergétique Juste

Faute de compromis sur le cadre du Dialogue des Émirats Arabes Unis (UAE Dialogue - UAEd), une décision ultérieure a été reportée à la COP30. À l'arrivée, l'accord de Bakou ne pré-

sente pas de signaux politiques suffisamment forts par rapport à l'atténuation et la Transition Énergétique. En revanche, en ce qui concerne le marché du carbone, la COP 29 a permis des avancées sur la mise en pratique de son mécanisme d'application. À partir de cette année 2025, les entreprises et États pourront acheter ou vendre des crédits carbone certifiés par l'ONU. Aussi, la COP29 a permis des avancées décisives dans la mise en œuvre du Fonds de réponse aux pertes et préjudices (Fund for responding to Loss and Damage - FRLD). Sur les questions de genre et des peuples autochtones, des avancées ont été enregistrées. D'ailleurs, à la faveur du programme de travail sur la transition juste, les pays en développement ont appelé à une transition juste, qui est pour eux, au-delà d'un mécanisme de lutte contre les changements climatiques, un outil

de réduction des inégalités entre pays. En raison des résistances et récriminations du LMDC (Groupe des Pays en Développement aux Vues Similaires) et de l'AGN (Groupe Africain de Négociateurs - African Group of Negotiators - AGN), la décision sur le Transition Juste a été reportée à la COP 30. Pour finir, Bakou a été le lieu de lancement de la «feuille de route de Bakou à Belém vers les 1 300 milliards» (Baku to Belém Roadmap to USD 1.3 trillion). D'ici à la COP30, ce chronogramme vise à mobiliser l'ensemble des acteurs pour l'atteinte de l'objectif de 1300 milliards de dollars de financement pour l'adaptation dans les pays en développement. Prévue pour novembre 2025 à Belém au Brésil, cette 30e conférence des parties sur le climat permettra-t-elle de nouvelles avancées en direction d'un monde plus juste ? Le temps nous le dira.



Photo de famille à la COP 29

Quand l'Occident pillait les exportateurs de pétrole pour régner sur le monde

La fascinante histoire de l'industrie pétrolière montre comment l'Occident s'est appuyé sur les pays exportateurs de pétrole pour assurer sa fulgurante croissance. Elle démontre aussi le processus par lequel, courageusement, ces pays exploités ont essayé de reprendre leur destin en main, afin de redistribuer les cartes dans un ordre mondial emmené par les États-Unis.

Par Carmen Fifamè Toudonou



Une carte du monde

Du carbone et de l'hydrogène, voilà les deux éléments qui forment le pétrole, ce liquide brun naturel, connu depuis l'Antiquité comme source d'énergie et de médication. Seulement, c'est en 1842 que le pétrole lampant est inventé. L'on situe la naissance de l'industrie pétrolière en l'année 1859 en Pennsylvanie, où Edwin Drake fore le premier puits producteur de pétrole. À cette époque, le pétrole est essentiellement utilisé pour l'éclairage à l'aide de lampes. Dès ces débuts, les américains prennent le leadership du marché. La Standard Oil Co. qui produit du kérosène comme source d'éclairage contrôle près de 95% du marché mondial du pétrole. Cependant, la mise au point du moteur à explosion, l'invention de l'automobile puis du moteur diesel ainsi que les progrès de la pétrochimie, donneront un coup d'ac-

célateur à l'industrie. Si les USA restent maîtres du marché de la production de pétrole avec d'importantes réserves en Pennsylvanie, dans l'Ohio, à Oklahoma, en Louisiane et en Californie, d'importants gisements sont découverts au Moyen-Orient, ce qui va redéfinir la carte mondiale de l'industrie, d'autant que la vieille Europe va également commencer à s'intéresser au pétrole.

L'Europe entre en scène

Le début du 20^e Siècle coïncide avec le moment où les puissances européennes commencent à se passionner pour le pétrole. En Russie, en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient, les Anglais, les Suédois concurrencent les Américains. Avant la Grande Guerre, la part de marché des États-Unis

passer aux deux tiers de la production mondiale. Le géant américain est suivi de la Russie, du Mexique, du Venezuela, de la Roumanie et de l'Insulinde. L'éclatement de la Première Guerre mondiale induit une forte demande en produits pétroliers indispensables pour la mobilité des armes terrestres, maritimes et aériennes. Le pétrole devient un enjeu stratégique. Le retour à la paix s'accompagne d'un boom dans les secteurs de l'automobile, de l'industrie aéronautique et de la pétrochimie. De nouveaux gisements sont découverts au Venezuela, en Irak, en Union Soviétique, au Texas, au Koweït et en Arabie Saoudite. L'éclatement de la deuxième guerre mondiale fait augmenter la demande en pétrole mais les prix ne sont pas affectés parce que

En effet, cette politique a permis aux pays industrialisés de tirer des revenus fiscaux importants de la manne pétrolière, en même temps que de s'assurer une croissance économique considérable. Cependant, la décision des majors de l'industrie de réduire le prix affiché du brut va conduire à la création de l'OPEP qui regroupe, dans les années 1970, plus de 85% des exportations mondiales de pétrole. Ainsi unis, les producteurs ont pu contrôler l'exploitation des gisements, stabiliser les prix affichés et modifier les taux de redevance et d'imposition. Ces mesures seront suivies d'une vague de nationalisation des ressources, compagnies et équipements de l'industrie. Le choc pétrolier de 1973² viendra parachever le renversement du rapport de force entre pays exporta-



Un champ de pétrole

l'offre mondiale est abondante. L'or noir pèse considérablement sur l'issue du conflit. Après la guerre, un nouvel ordre mondial se dessine, dans lequel, les pays producteurs de pétrole commencent à nationaliser leurs avoirs, jusque-là contrôlés par les grandes puissances, même si ces dernières continuent de manœuvrer pour garder leur pré-carré.

Les exportateurs, les maîtres du jeu

Les pays industrialisés, importateurs de pétrole doivent leur croissance aux prix bas imposés aux pays producteurs de pétrole – le baril de brut (159 litres) coûte encore moins de deux dollars au début des années 1960¹.

teurs et importateurs. De nos jours, les Etats-Unis se sont assurés, grâce aux guerres menées au Koweït puis en Irak, d'une présence solide au Moyen-Orient, région qui concentre plus de la moitié des réserves pétrolières mondiales, alors que les propres réserves du pays de l'Oncle Sam n'arrêtent pas de décroître. Avec d'autres stratégies comme le changement de paradigme appelé « Transition Énergétique », le monde occidental tente ainsi, tant bien que mal, de limiter l'hégémonie du pétrole dans l'ordre économique mondial. Toutefois, la demande reste en croissance, et ainsi, le pétrole, et avec lui, les pays exportateurs, sont loin d'avoir dit leur dernier mot dans une guerre économique débutée voici un siècle et demi, et qui bât plus que jamais son plein.

1 Le cours actuel du pétrole Brent se situe autour de 67 dollars.

2 Voir notre article sur le sujet dans APPO Magazine Octobre 2024.

Etude pour l'élaboration d'un cadre régional d'harmonisation des catégories de carburant et des limites d'émissions des véhicules dans l'espace CEDEAO

Dans un esprit de solidarité, l'APPO a collaboré avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO et l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains, ARDA, pour mener une étude d'élaboration d'un cadre régional visant à harmoniser la qualité des carburants et les limites d'émissions des véhicules dans la région de la CEDEAO. L'étude s'inscrit dans le cadre de l'objectif stratégique n° 3 de l'APPO sur la protection de l'environnement et vise à améliorer la qualité de l'air et les conditions de vie de la population, ainsi qu'à réduire les gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. En outre, il vise à renforcer le commerce transfrontalier de l'énergie grâce à l'harmonisation de la qualité des combustibles dans l'ensemble de la sous-région.

Un air pur entraînant moins de décès prématurés, une population en bonne santé et un impact économique intrarégional important sont quelques-uns des avantages qui découleraient d'un cadre régional harmonisé pour les spécifications des carburants et le contrôle des limites d'émissions de gaz d'échappement. Ce sont ces avantages évidents qui ont incité l'APPO à se joindre à l'initiative de cette étude pilote pour développer un cadre régional visant à harmoniser la qualité des carburants et les limites d'émissions des véhicules dans la zone CEDEAO. L'objectif était d'élaborer un cadre régional et des modalités de mise en œuvre qui seront étendus à d'autres zones géographiques couvertes par l'APPO et à terme à l'ensemble de l'Afrique en liaison avec d'autres organisations régionales. Pour mener à bien cette étude, une convention de partenariat tripartite a été signée entre l'APPO, l'ARA et la CEDEAO le 14 août 2017. Réalisée par CITAC Africa Ltd et l'ICCT, l'analyse a été réalisée sur la base de données exclusives analysées et vérifiées en partenariat avec les États Membres de la CEDEAO. Les données comprennent la base de référence des spécifications actuelles, l'offre et la demande d'essence et de diesel, l'environnement de raffinage existant, les voies d'approvisionnement, le parc de véhicules régional et les normes et réglementations existantes en matière d'émissions.

Principales constatations

L'étude a évalué la taille et la composition des parcs de véhicules dans les États Membres ainsi que l'âge des véhicules en service. Les données disponibles suggèrent que l'âge moyen des véhicules est élevé, ce qui signifie qu'aucun contrôle moderne des émissions n'est en place pour un grand nombre de véhicules. Aussi, les véhicules d'occasion importés constituent une grande majorité des immatriculations de nouveaux véhicules dans l'espace CEDEAO et des contrôles variables sont mis en place sur cette transaction. Cependant, les inspections annuelles des véhicules sont obligatoires partout dans la CEDEAO, même si les tests d'émissions ne sont pas inclus. Quant à la demande de carburant pour les transports, elle n'a cessé d'augmenter dans toute la région. Cette croissance devrait se poursuivre et le Nigéria est le marché dominant. L'étude a également montré que la région de la CEDEAO a souffert de taux d'utilisation chroniquement faibles des raffineries. Par conséquent, l'utilisation totale de la capacité a été inférieure à 25 % depuis 2014. Alors que la production de diesel dépasse la production d'essence, le Nigeria dispose de 72 % de la capacité de raffinage de la région. Aussi, les mauvaises performances des raffineries nigérianes masquent l'amélioration des performances des raffineries dans d'autres États



comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Enfin, il a été noté que toutes les raffineries de la CEDEAO devront être modifiées pour faire face aux futures spécifications de l'essence et du diesel.

Recommandations

Les conclusions de l'étude indiquent que pour parvenir à un programme réaliste et réalisable de carburants et de véhicules propres dans l'ensemble de la CEDEAO, le soutien total des membres de la Communauté est nécessaire. En outre, un soutien financier des gouvernements pourrait être nécessaire pour aider à réaliser les investissements nécessaires dans les raffineries, pour tester de nouveaux véhicules, les infrastructures et la formation du personnel. Pour les véhicules en général, l'étude préconise la mise en place d'une base de données harmonisée sur les véhicules au niveau régional, la création d'un

système commun de mise à la casse pour éliminer les véhicules les plus anciens dont les contrôles des émissions sont insuffisants et l'introduction, avec un préavis de 5 ans, d'un programme d'entretien et d'inspection axé sur les gaz d'échappement EURO3 pour les véhicules en service. Des spécifications spéciales ont également été établies pour les véhicules légers, les véhicules lourds et les motocyclettes. En ce qui concerne les carburants, il est indiqué qu'un cahier des charges commun encouragera le commerce intra-africain, notamment à partir des raffineries locales, réduira les coûts d'approvisionnement, améliorera la sécurité d'approvisionnement et le contrôle réglementaire, et favorisera l'harmonisation des règles fiscales ainsi que la réduction du risque de contrebande illégale. A terme, le succès de cette entreprise permettra d'assainir l'air en Afrique de l'Ouest et d'améliorer la santé médicale et financière des populations des 15 pays de la CEDEAO.

Les recommandations de l'étude ont été approuvées en 2020 par la Directive C/DIR.1/9/2020 de la CEDEAO relative aux spécifications harmonisées pour les carburants automobiles (essence et diesel) dans l'espace CEDEAO avec un calendrier pour que les États Membres de la CEDEAO se conforment aux spécifications harmonisées.

Mise en œuvre des recommandations de l'étude

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive C/DIR.1/9/2020 de la CEDEAO, un atelier régional a été organisé du 28 au 30 avril 2025 afin d'évaluer le niveau de mise en œuvre.

Les exposés présentés par divers pays sur la mise en œuvre de la Directive ont montré que la plupart des pays ont de la difficulté à respecter les délais fixés pour la mise en conformité avec les directives, tant au niveau réglementaire qu'au niveau technique des raffineries. L'Atelier a donc recommandé quelques amendements à la Directive à soumettre aux organes de décision de la CEDEAO. Il s'agit de :

1- Aux États Membres de la CEDEAO

- a- De prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la Directive en ce qui concerne les importations de carburants automobiles (essence et diesel) en provenance de pays non membres de la CEDEAO ;
- b- Prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tout projet de construction de nouvelles raffineries sur leur territoire respecte l'exigence d'une teneur maximale en soufre de 10 ppm pour l'essence et le diesel, comme condition préalable à leur approbation ;
- c- Prendre les mesures nécessaires pour doter les laboratoires nationaux d'équipements modernes de contrôle de la qualité des carburants conformément à la directive ;

d- Pour les États Membres possédant des raffineries, envisager, le cas échéant, des mécanismes de financement intégrés dans la structure des prix des carburants à la pompe afin de soutenir la mobilisation des financements nécessaires à la modernisation de leurs raffineries.

2- À la Commission de la CEDEAO

a- Engager le processus de révision de la Directive C/DIR.1/9/20 en tenant compte des points suivants :

- i. Accorder une nouvelle dérogation aux raffineries existantes jusqu'au 31 décembre 2030 pour leur modernisation tout en visant une teneur maximale en soufre de 10 ppm ;
- ii. Conserver les paramètres de l'indice d'octane moteur (MON) et de l'indice d'octane de recherche (ROM) dans le tableau harmonisé des spécifications de l'essence en ajoutant des astérisques pour introduire une note de bas de page. La note de bas de page devrait indiquer que les pays peuvent mesurer l'un ou l'autre des deux paramètres ;
- iii. Conserver les paramètres de l'indice de cétane et de l'index de cétane dans le tableau harmonisé des spécifications diesel en ajoutant des astérisques pour introduire une note de bas de page. La note de bas de page devrait indiquer que les pays peuvent mesurer l'un ou l'autre des deux paramètres ;
- iv. Remplacer la méthode d'essai pour le paramètre « Fer » par IP589 et EN16136 ;
- v. Régler la teneur en manganèse à 2 mg/l.

b- Amorcer le processus d'harmonisation des spécifications pour les autres produits pétroliers

L'APPO continuera d'appuyer de telles initiatives au niveau régional, facteurs clés pour le développement des marchés régionaux et africains des hydrocarbures.

Ingénieur géologue pétrolier

Le poste d'ingénieur géologue pétrolier est l'une des spécialités du secteur des hydrocarbures. Il est essentiel et permet de comprendre la géologie du sous-sol, d'identifier les roches géologiques, les couches et les pièges pouvant contenir des hydrocarbures et de fournir des données essentielles pour la planification et l'exécution des opérations.

Par Carmen Fifamè Toudonou



A la fois scientifique et personne de terrain, l'ingénieur géologue pétrolier joue un rôle central dans tout ce qui touche à l'exploration, à l'évaluation et à l'exploitation des gisements de pétrole. Son rôle est de déterminer l'intérêt pétrolier des bassins sédimentaires. Pour ce faire, il doit analyser la composition de la formation géologique dans laquelle le pétrole est piégé afin de déterminer sa structure et ses propriétés physiques. Il doit ensuite théoriser ses observations et analyser les données collectées afin d'en faire l'interprétation. Les résultats de son travail sont essentiels pour la prise de décision. Ils sont également pris en compte pour la prévision des réserves de pétrole, car

c'est à l'ingénieur géologue, à l'aide de modèles de réservoir, d'estimer les réserves de pétrole présentes dans un champ. Pour ce faire, il doit créer des modèles 3D de réservoirs, analyser les données de production et utiliser des techniques de simulation pour prédire le comportement du réservoir au fil du temps.

Au-delà de la planification

Les travaux de l'ingénieur géologue pétrolier permettent de déterminer l'existence de gisements potentiels, la quantité d'hydrocarbures qui pourraient y être trouvés, ainsi que les probabilités de réussite de l'exploration. Si les



travaux entrepris aboutissent à un permis d'exploration, le géologue pétrolier intervient à nouveau afin de déterminer l'emplacement optimal des puits de forage. Sur la base de la science et des observations, il identifie les zones à fort potentiel de productivité et indique les points d'accès pour une récupération optimale du pétrole. Cependant, son rôle ne s'arrête pas à la planification. Au cours des opérations de forage proprement dites, l'ingénieur géologue est appelé à surveiller les activités de production, s'assurant que les formations géologiques sont correctement échantillonnées et que les données sont

logues pétroliers travaillent pour des compagnies pétrolières ainsi que pour des sociétés de services. Ils travaillent en collaboration avec d'autres professionnels de l'industrie pétrolière : ingénieurs de production, géophysiciens, techniciens, etc. Les travaux peuvent également se dérouler dans un institut de recherche, en collaboration avec d'autres chercheurs. En dehors de la formation strictement scientifique, c'est un métier qui requiert des qualités telles que la capacité à travailler en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles. En plus d'une connaissance approfondie de la géolo-



recueillies avec précision. Il fournit également un soutien à l'interprétation des données en vue d'un éventuel ajustement des paramètres de forage.

Formation et compétences requises

Le géologue pétrolier est un scientifique accompli. Après l'obtention d'un baccalauréat scientifique, les étudiants souhaitant embrasser cette carrière peuvent poursuivre un master en géologie ou en géologie appliquée, ou en géosciences. Ils ont également la possibilité d'intégrer une école d'ingénieur pour préparer un diplôme d'ingénieur spécialisé en géologie ou en génie minier. Les géo-

logues pétroliers (stratigraphie, sédimentologie, tectonique des plaques et géochimie), le poste exige des compétences dans l'interprétation de données géologiques, y compris l'analyse de carottes de forage, de données sismiques et d'enregistrements de puits. Ce spécialiste doit également maîtriser les logiciels et outils spécialisés pour l'analyse et la modélisation des réservoirs de pétrole et avoir des compétences en gestion de projet, des compétences en communication pour présenter et communiquer efficacement les résultats de l'analyse géologique. Enfin, il doit maîtriser les réglementations et les normes de l'industrie pétrolière en matière de sécurité et d'environnement.

Comment et pourquoi l'APPA est devenu l'APPO ?

Trois questions au Chef du Cabinet du Secrétaire Général, l'Ingénieur Bakary Traoré



Qu'est-ce qui a motivé la transition de l'APPA à l'APPO ?

1. L'Association des Producteurs de Pétrole Africains, APPA, a été créée en 1987 en tant que plate-forme de coopération entre les pays producteurs de pétrole et de gaz sur le continent africain. Pendant près de trente ans après sa création, l'industrie mondiale de l'énergie n'a pas beaucoup changé. Les hydrocarbures, y compris le pétrole et le gaz, ont continué d'être le principal combustible de choix. Et les économies de nombreux pays afri-

cains ont été dominées par le pétrole et le gaz. Nous nous contentions de produire du pétrole et du gaz pour l'exportation. Nous étions satisfaits de dépendre des autres pour l'exploration, la production et la commercialisation de notre pétrole et de notre gaz. Tant que l'argent a continué à affluer dans nos trésors nationaux, nous ne nous sommes pas posé de questions difficiles.

2. L'acceptation formelle d'un changement de paradigme mondial passant des énergies fossiles aux énergies renouvelables, appelé par euphémisme la Transition Énergétique, qui a eu lieu lors de l'Accord de Paris sur le Climat en 2015, a marqué le début du changement de l'APPA. Parce que nos pays sont devenus fortement dépendants des revenus du pétrole et du gaz, nous avons commencé à nous demander comment la fin de l'utilisation des combustibles fossiles affecterait nos économies nationales. C'est à ce moment-là que nous avons réalisé que nous avons tous des défis communs. C'est à ce moment-là que nous avons commencé à nous demander si

l'APPA, telle qu'elle était alors constituée, pouvait apporter les solutions à nos défis collectifs.

3. Le Conseil des Ministres a ordonné que l'Organisation soit réformée et en mesure de relever les défis de l'industrie dans la nouvelle ère. C'est ainsi que l'APPA est devenue l'APPO, modelant le Secrétariat sur ce qui était devenu une réussite parmi les organisations intergouvernementales de l'énergie, à savoir l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'OPEP, avec un secrétariat composé d'une Division de la Recherche et d'une Division des Ser-



vices d'Appui. Les énoncés de mission et de vision de l'Organisation ont été redéfinis pour tenir compte de la nouvelle orientation de l'Organisation.

4. Dans le même temps, le Fonds de Coopération Technique de l'APPA a été restructuré et rebaptisé Société Africaine d'Investissement en Énergie, AEICorp.

Quelle est la différence fondamentale entre l'APPA et l'APPO ?

L'une des différences fondamentales entre l'APPA et l'APPO réside dans les processus de politique et de prise de décisions de l'Organisation. À l'époque de l'APPA, l'accent était essentiellement mis sur la coopération en matière d'hydrocarbures entre les décideurs politiques des Pays Membres. Les opérateurs pétroliers et gaziers n'ont pas joué un grand rôle dans les affaires de l'APPA. Au sein de l'APPO, en revanche, nous nous concentrons autant sur la coopération dans l'élaboration des politiques que sur la coopération et la collaboration entre les opérateurs de l'industrie. C'est ce qui explique, par exemple, la création du Forum des PDG des SNH de l'APPO, du Forum des Directeurs des Établissements de Formation dans le Secteur Pétrolier et Gazier des Pays Membres de l'APPO ainsi que du Forum des Directeurs des Centres de Recherche, de Développement et d'Innovation dans le Secteur Pétrolier et Gazier des Pays Membres de l'APPO.

Quels sont les bénéfices concrets de cette réforme pour les Pays Membres de l'APPO ?

Cette réforme a permis à l'Organisation de relever les défis émergents de l'industrie, en particulier sur le continent africain. Au cours des cinq dernières années, depuis la réforme, nous avons tiré de nombreux enseignements et, conformément aux recommandations des consultants qui ont travaillé sur la réforme de l'APPA à l'APPO, nous nous efforçons d'évaluer la pertinence de la structure existante pour relever les défis identifiés pour l'Organisation. L'un des grands avantages d'être dans l'APPO, ce sont les différentes plates-formes qu'il fournit pour le réseautage entre les acteurs de l'industrie sur le continent : les Sessions Ministérielles, le Forum des PDG des SNH de l'APPO, le Forum des Directeurs des Établissements de Formation, le Forum des Directeurs des Centres de Recherche, de Développement et d'Innovation des Pays Membres de l'APPO. Le Secrétariat mène des études sur des sujets d'intérêt pour la plupart des Pays Membres. De cette façon, nos Pays Membres opti-

misent leurs maigres ressources. Par exemple, parfois, nos Ministres africains ne se connaissent pas puisque les Ministres ont un agenda très serré. Ils ne peuvent pas se rendre dans les 54 capitales africaines chaque année en raison de leur programme interne avec le gouvernement. Notre Conseil des Ministres est donc une plateforme où les Ministres peuvent se rencontrer, établir des relations, discuter de partenariats, voir leur expérience avec des partenaires internationaux et se conseiller mutuellement sur les endroits où aller et où ne pas aller. Nous avons également mené d'importantes études sur les questions liées à l'énergie, tant juridiques, économiques, techniques, etc., que ce soit dans l'ensemble de la chaîne de valeur et des activités connexes. En 2020, nous avons réalisé une étude comparative sur le cadre juridique et contractuel avec les dirigeants afin d'établir une sorte de modèle de contrat de partage de production que nos Pays Membres utilisent lors de la négociation de leurs contrats avec les IOC. Nous avons également créé un guide pour la promotion et l'amélioration du Contenu Local. Ces informations sont utilisées par les Pays Membres pour élaborer leur cadre de suivi et de mise en œuvre du Contenu Local. Récemment, nous avons réalisé une grande étude sur l'Avenir de l'Industrie Pétrolière et Gazière, qui a conduit à des conclusions majeures à partir desquelles nous avons eu l'idée de la création de la Banque Africaine de l'Énergie qui est aujourd'hui une réalité. Nous travaillons sur de grands projets d'infrastructures avec le CABEF, pour la mise en place du Système d'Oléoducs de l'Afrique Centrale (CAPS). En outre, nous encourageons le gazoduc transsaharien et nous nous concentrons également avec les États d'Afrique de l'Ouest sur le gazoduc d'Afrique de l'Ouest pour une extension à la Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Maroc. À l'heure actuelle, nous travaillons à restructurer le Secrétariat afin qu'il soit plus apte à relever tous ces défis qui viennent de se poser. Parce que la structure actuelle a été conçue à une époque où ces défis n'étaient pas vraiment notre priorité. Mais aujourd'hui, avec la tendance de la Transition Énergétique, nous devons vraiment nous restructurer pour mieux répondre à ces défis, que sont le financement, les marchés et les infrastructures de marché, l'expertise et la technologie. Actuellement, les travaux sont en cours. Nous avons la tutelle de notre Conseil des Ministres. Dans les mois à venir, nous serons en mesure de conclure cette restructuration avec de nouvelles divisions, de nouvelles unités, qui sont mieux à même d'aborder sur une base quotidienne et mensuelle, tous ces défis.

Conseils et astuces pour l'usage du GPL comme combustible de cuisson domestique

Les bouteilles de GPL sont désormais des objets du quotidien, présents dans la plupart de nos cuisines. Ils contiennent du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) sous forme de butane ou de propane à des pourcentages variables selon la réglementation du pays. Découvrez dans cet article quelques astuces pour limiter les risques liés à l'utilisation du GPL pour cuisiner ainsi que pour réduire votre facture de gaz.

La bouteille de gaz est un récipient métallique (généralement en tôle d'acier) contenant du GPL à très forte pression. Utilisé dans un cadre domestique, il permet, grâce à une cuisinière à gaz, un piano professionnel ou une plancha de cuire des aliments. Bien que ces bouteilles soient devenues presque indispensables pour nous, plusieurs risques sont liés à leur utilisation. Il existe donc un risque d'incendie au contact d'une source de chaleur. Les explosions se produisent lorsque la concentration de gaz dans l'air est comprise entre 5 et 15 % ; Ils se produisent dans des espaces clos. D'autres risques concernent l'asphyxie lorsque la concentration de gaz atteint 25 % dans un espace clos, l'intoxication, les projections et les brûlures par le froid. Heureusement, des astuces existent pour minimiser ces risques.

Prévenir plutôt que guérir

La prévention commence dès l'achat des équipements. Il faut donc veiller à acquérir un matériel certifié aux normes, et vérifier la date de validité du tuyau de raccordement à votre bouteille. Il est également important de veiller à ce que l'alimentation en gaz soit systématiquement fermée après chaque utilisation. L'entretien du brûleur est aussi un facteur de sécurité. Enfin, vous pouvez toujours penser à équiper votre maison d'un détecteur de gaz. Si, malgré toutes ces précautions, vous suspectez une fuite de gaz, il est important d'aérer automatiquement la pièce et de couper l'alimenta-

tion en gaz. Ensuite, il faut éviter d'allumer la lumière ou les cigarettes, de passer des appels téléphoniques, bref de manipuler des objets qui pourraient provoquer une étincelle et donc une explosion. Si vous observez une fuite de gaz enflammé, cela peut être spectaculaire, mais rassurez-vous, c'est le signe qu'il n'y a plus risque d'explosion. Fermez simplement le robinet d'alimentation en gaz, de mouiller les surfaces autour de la fuite et d'évacuer le logement. N'oubliez pas de prévenir les voisins.

Mesures d'économie de gaz

En dehors des mesures que vous pouvez mettre en œuvre pour limiter les risques liés à son utilisation, il en existe d'autres qui allègeront, mine de rien, votre facture de gaz. En cuisinant, par exemple, veillez à couvrir systématiquement les casseroles. Cette simple précaution permet d'emmagasiner de la chaleur et donc d'économiser du gaz. Pour éviter de gaspiller de l'énergie, il faudra également adapter la taille des récipients de cuisson à celle des brûleurs, utiliser la cocotte-minute dès que possible, chauffer l'eau dans la bouilloire plutôt que sur la cuisinière à gaz, etc. Aussi, limitez le préchauffage du four, éteignez-le quelques minutes avant la fin de la cuisson et pensez à sortir les aliments du congélateur quelques heures avant de les cuire. Un dernier conseil pour la route, comparez toujours les offres d'énergie et achetez votre gaz auprès du moins offrant.



Un Honneur bien mérité



Membre du Conseil des Ministres de l'APPO et Ministre des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz de la République d'Angola, Dr. Diamantino Pedro Azevedo a reçu des distinctions tant nationale qu'internationale pour son rôle dans l'industrie pétrolière et gazière, tant au niveau national que sur l'ensemble du continent africain.

L'Honneur National, décerné par le Président de la République, João Lourenço, dans le cadre des célébrations du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola vis-à-vis de la domination coloniale portugaise, récompense les importantes réformes structurelles et institutionnelles introduites par le Ministre Azevedo au sein du Ministère des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz depuis sa prise de fonction en 2017.

Dans la mention d'éloge accompagnant cette distinction, le Président Lourenço a salué le travail du Ministre Azevedo pour avoir redressé le secteur pétrolier et gazier angolais depuis 2017, soulignant qu'il a su rester concentré tout au long de ces années, malgré de nombreuses perturbations.

Cette distinction nationale intervient après qu'il ait reçu, en début d'année, le Prix du Ministre Africain de l'Année 2025, décerné par Africa Leadership Magazine à Casablanca, au Maroc.

Dans leur hommage, les organisateurs du Africa Leadership Award ont salué une vie entière dédiée au développement et à la promotion de l'industrie pétrolière et gazière en Angola, et plus largement en Afrique.

Il convient de rappeler que c'est sous la Présidence du Conseil des Ministres de l'APPO du Ministre Azevedo que le Président João Lourenço a accueilli l'APPO en 2022 à Luanda où l'APPO et Afreximbank ont signé le Protocole d'Accord qui a donné naissance à la Banque Africaine de l'Energie (AEB).

Nous nous joignons à des millions de personnes pour féliciter Dr. Diamantino Pedro Azevedo pour cet honneur pleinement mérité.



HYMNE APPO

(Cotonou, Mai 1996)

Refrain

Salut ! Promoteurs africains
Du noble et splendide dessein
De prendre ensemble dans vos mains
La destinée pétrolière
De notre commune Patrie.
A coup sûr, vous êtes des libérateurs.

1^{er} Couplet

Susciter un canal de coopération
Entre les enfants mêmes de l'Afrique
Pour valoriser de nos pays
La richesse de l'hydrocarbure
N'est -ce pas une noble aventure
D'authentique autonomie et de croissance ?

2^{ème} Couplet

Membres de l'APPO, votre projet vous honore ;
Il s'inscrit au palmarès de gloire
Des vrais bâtisseurs de la grande Afrique
En cela vous servez notre continent,
L'ouvrant aux grandes relations humaines ;
Vous le hissez parmi les pays au sommet.

3^{ème} Couplet

O source jaillissante en paillettes d'or
O Pétrole fontaine de richesse !
Tu baignes aussi de notre continent
Les souverains rutilant d'avenir.
Aussi ne pouvons-nous que saluer
Ceux qui s'unissent pour te générer.



Novembre 2025, Brazzaville

4^{ème} Conférence et Exposition sur le Contenu Local en Afrique (CECLA)

Améliorer l'Offre Locale de biens et services de qualité:
un levier stratégique pour maximiser la Participation
Africaine dans l'industrie pétrolière et gazière





Banque Africaine de l'Énergie (AEB)

"Mobiliser des fonds pour soutenir l'industrie
du pétrole et du gaz en Afrique"

OLEODUC CULTUREL

Année 0 // No. 00001 // Juil 2025

SUPPLÉMENT DU MAGAZINE DE L'APPO - COPRODUIT AVEC LE VENEZUELA

Éditeurs : Carmen Fifamè Toudonou / Aníbal Márquez Muñoz



Editorial

Voici déjà six mois que nous avons lancé, avec passion et détermination, l'aventure de notre Oléoduc Culturel, un pont humaniste et visionnaire jeté entre le vaillant peuple du Venezuela et celui de notre mère l'Afrique. Cette vision concerne l'utilisation rationnelle de la manne pétrolière dont les pays de l'APPO et le Venezuela sont dotés.

Aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir de ce que cette idée qui remonte à 2009 se concrétise et s'enracine dans les pratiques éditoriales du Venezuela et du continent africain. Cette initiative qui ajoute à la formule classique du pétrole, celle de la Culture, entend faire circuler dans nos oléoducs conventionnels, non plus seulement l'or noir, mais également la Culture, essence vivifiante qui fait l'originalité et la subsistance des enfants de l'Afrique, par-delà les mers.

Ce deuxième numéro, fidèle à la vocation de promotion de la coopération de l'APPO dans une perspective Sud-Sud, se veut un truchement par lequel, enfin à nouveau réunis par leur pétrole et leur culture, les peuples de nos territoires se rejoignent pour bâtir un monde de paix, de bien-être environnemental, de fraternité, d'union et de souveraineté dans une dimension bicontinentale.

Hace ya seis meses desde que lanzamos, con pasión y determinación, la aventura de nuestro Oleoducto Cultural, un puente humanista y visionario entre el valiente pueblo venezolano y el de nuestra madre África. Esta visión se centra en el uso racional de la riqueza petrolera que poseen los países de la APPO y Venezuela.

Hoy, podemos celebrar que esta idea, que data de 2009, esté dando frutos y arraigándose en las prácticas editoriales de Venezuela y el continente africano. Esta iniciativa, que suma a la fórmula clásica del petróleo la de la Cultura, pretende difundir por nuestros oleoductos convencionales no solo el oro negro, sino también la Cultura, esencia vivificante que constituye la originalidad y el sustento de los hijos de África, más allá de los mares.

Este segundo número, fiel a la vocación de la APPO de promover la cooperación desde una perspectiva Sur-Sur, pretende ser un medio a través del cual, finalmente unidos nuevamente por su petróleo y su cultura, los pueblos de nuestros territorios nos unamos para construir un mundo de paz, bienestar ambiental, fraternidad, unión y soberanía en una dimensión bicontinental.

Dans ce numéro

- **GUAGUANCÓ DE COLORES dans le militantisme pour la joie et la beauté**
- **Les parcs nationaux de la République du Congo**
- **XXème Semaine Mondiale de l'Afrique au Venezuela**
- **Miriam Makeba, une voix pour l'Afrique et pour tous les opprimés du monde**

En este número

- **GUAGUANCÓ DE COLORES en la Militancia por la Alegría y la Belleza**
- **Parques Nacionales del República del Congo**
- **XX semana mundial de africa en Venezuela**
- **Miriam Makeba, una voz para África y para todos los oprimidos del mundo**

OLEODUCTO CULTURAL

Año 0 // No. 00001 // Juil 2025

SUPLEMENTO DE LA REVISTA APPO - COPRODUCIDA CON VENEZUELA

Editores : Carmen Fifamè Toudonou / Aníbal Márquez Muñoz



GUAGUANCÓ DE COLORES dans le militantisme pour la joie et la beauté

San Agustín : une esthétique de quartier

Reinaldo Mijares R.

*La culture est avant tout l'expression d'une nation,
de ses préférences, de ses tabous, de ses modèles.*

Frantz Fanon

À San Agustín, une communauté populaire emblématique avec un héritage ancestral africain profondément enraciné dans la ville de Caracas, nous nous sommes consacrés à cultiver la gestion culturelle communautaire comme une sorte d'apostolat, une tâche qui assume le droit à la beauté et à la joie qu'en tant que « Quartier Créatif » nous disons avoir et décidons d'avoir ; un droit que nous assumons comme nôtre, en nous appuyant sur notre propre dynamique et nos méthodologies de travail, mais surtout en faisant confiance à l'expérience de gestion communautaire vécue et accumulée au fil des décennies de travail par nous-mêmes et nos prédécesseurs. C'est ainsi que nous avons créé à San Agustín l'idée collective que nous sommes des « Militants de la Beauté et de la Joie ».

Nous discutons et agissons sur la beauté comme un droit humain et comme un devoir pour l'avenir et le développement du travail culturel communautaire. À partir de cette force créatrice, nous avons entrepris de faire progresser la récupération, la revitalisation et la redéfinition des espaces ouverts de notre communauté, en comprenant notre travail comme un engagement politique envers les identités afrodescendantes et les valeurs du quartier de San Agustín, en supposant toujours que les arts et les cultures sont des outils de transformation sociale, de participation et d'inclusion. Concevoir la rue comme un espace de

socialisation, de bien vivre en communauté et comme un espace de résolution commune des défis.

Nous avons compris que la restauration physique nous donnerait l'opportunité d'aborder et de comprendre la restauration symbolique des espaces qui ont construit et continuent de construire nos identités afro en tant que communauté de

base qui fournit une empreinte culturelle importante pour toute la ville de Caracas.

Ainsi, nous voulons comprendre et pratiquer l'activisme pour la beauté et sa combinaison avec le bien vivre, comme un approfondissement d'une « Esthétique de Quartier » qui répond à l'idée que nous sommes et créons la ville, en nous éloignant de la vision exclusive « Centre/Périphérie » de ceux qui ont guidé le développement urbain de la ville. Une esthétique, fondée sur les valeurs propres du quartier, une esthétique de la solidarité, du travail collaboratif et collectif, une esthétique des identités afro... une esthétique de la joie.

Suivant l'idée de « Militance pour la Beauté et la Joie » alimentée par le « Bien Vivre » comme concept de revendication de la vie sociale, de la vie communautaire et de l'impulsion à la participation sociale donnée par la Révolution bolivarienne, nous avons lancé en 2015 le Programme de Revitalisation Urbaine « Guaguancó de Colores », une proposition d'action-réflexion sur la communauté que nous avons, dont nous rêvons et que nous travaillons à réaliser, en promouvant la transformation sociale et l'inclusion.

Le programme « Guaguancó de Colores » nous a permis de créer des espaces dignes de rencontre et de transformation de notre quotidien et de notre vie sociale en tant que communauté. Construire des espaces basés sur notre esthétique qui élèvent le sentiment d'appartenance et « l'estime de soi collective » de chacun dans notre communauté.

Les transformations physiques et symboliques de notre environnement, de nos rues et de nos coins ont permis à San Agustín, en tant que communauté organisée, d'être la première. Un quartier vénézuélien va créer une Route touristique culturelle appelée « San Agustín CUMBE-Tours », faisant allusion au concept afro-vénézuélien de « Cumbe » comme espace de création, de paix et de liberté.

Cet itinéraire de tourisme culturel « Cumbe-Tours » -qui depuis très ans reçoit également des touristes internationaux de pays comme la Russie et la Pologne, entre autres nationalités- ainsi que le programme muralistique de revitalisation des espaces « Guaguancó de Colores » et notre également historique et emblématique « Teatro Alameda », ont promu un « Modèle de gestion culturelle » réussi et durable dans les domaines économique, social, culturel et d'une nouvelle spiritualité, toujours au service des intérêts supérieurs de notre Venezuela et de l'amitié et de la fraternité entre les peuples du monde.

Ces projets et programmes créés dans notre communauté nous ont permis de continuer à rêver et à travailler pour un monde meilleur. Ce sont des propositions d'organisation populaire développées dans nos territoires communaux pour que l'Activisme pour la Beauté et la Joie continue d'allumer le feu ardent et libérateur qui illumine le chemin, allume la lutte et rallume l'amour fou et passionné pour notre cher quartier de San Agustín dans notre capitale également bien-aimée et belle, Caracas.



Les Parcs Nationaux de la République du Congo

Carmen Fifamè Toudonou

La République du Congo, distingué Pays Membre de l'APPO, est riche d'une biodiversité remarquable, dont nombre de potentialités sont observables dans les parcs nationaux du pays, au nombre de quatre, sans oublier les réserves naturelles de faune et autres sanctuaires dédiés à des espèces d'animaux bien précis. Ainsi, à cheval sur les départements de la Cuvette Ouest et de la Sangha à 800km de Brazzaville, se dresse le Parc National d'Odzala Kokoua (PNOK), où l'on peut observer le lion, la hyène, le buffle, le guib harnaché, la panthère, le bongo, l'éléphant, l'hylochère, le gorille ainsi que bien d'autres singes. L'on y trouve aussi les crocodiles, le sitatunga, le python, l'hippopotame et plein d'oiseaux d'eau dans et aux bords des cours d'eau.

Un autre parc national est celui de la Nouabalé Ndoki (PNND) situé dans les départements de la Sangha et de la Likouala à environ 900 km de Brazzaville. Ce parc présente une mosaïque de forêt savane. L'on y trouve la panthère, le bongo, l'éléphant, le buffle, le gorille, le chimpanzé, le pangolin géant, les céphalophes de forêt et les petits singes dans la forêt et les baies, sans oublier les crocodiles, python et sitatunga dans et aux bords des cours d'eau.

L'on peut aussi observer nombre de ces animaux dans le Parc National de Conkouati-Douli (PNCD) situé dans le département du Kouilou à cheval sur les districts de Nzambi et Madingo Kayes. L'on peut y effectuer des visites de chimpanzés réinsérés, pratiquer la pêche sportive dans le complexe laguno-lacustre et voir en mer des espèces telles que le tarpon, le capitaine et la carangue. L'on y observe aussi les tortues marines sur la plage, de même que des baleines et dauphins dans l'océan.

Enfin, il convient de citer le Parc National de Ntokou Pikounda qui, bien que n'étant pas aménagé, présente des potentialités importantes. Ce parc est situé dans les départements de la Sangha et de la Cuvette dans les districts de

Pikounda, de Ntokou et Makoua. Il s'agit d'une forêt dense peuplée de panthères, bongos, éléphants, buffles, gorilles, chimpanzés, pangolins géants, céphalophes de forêt et petits singes dans la forêt et les baies. On y trouve aussi des crocodiles, des pythons et le sitatunga dans et aux bords des cours d'eau

Réserve et sanctuaires

Le Congo possède plusieurs réserves de faune dont celui du Mont Mfouari qui recèle des éléphants, potamochères, gorilles, chimpanzés et mandrills dans la forêt, des buffles, cobes défassa, céphalophes de Grimm dans la savane et des sitatungas aux abords des plans d'eau. La réserve de faune de la Nyanga-nord quant à elle, présente des forêts galeries et savanes. L'on y trouve l'éléphant, la potamochère, le gorille, le chimpanzé et le mandrill dans la forêt, le buffle, le cobe défassa, le céphalophe de Grimm dans la savane et le sitatunga ainsi que des oiseaux aux abords des plans d'eau. Ce listing des réserves de faune du Congo serait incomplet s'il n'est pas fait mention des réserves de faune telles que celle de la Tsoulou, celle de la Léfini, la réserve de la biosphère de Dimoneka plus axée sur les observations botaniques et zoologiques, sans oublier la réserve communautaire du Lac Télé, la réserve de la patte d'oiseau située dans le département de Brazzaville avec sa forêt aménagée, de même que la réserve de chimpanzés de Tchimpounga. Pour compléter cette liste déjà impressionnante, mentionnons les sanctuaires de gorilles de Lossi et de Lesio Louna. Quelques domaines de chasse viennent compléter cette carte d'identité nationale des parcs et réserves du Congo.

Sans aucun doute, la grande biodiversité et la variété de la faune africaine que l'on trouve dans le vaste territoire de la jungle congolaise – qui comprend les parcs nationaux – confèrent à la République du Congo un rôle important dans l'engagement partagé – avec les pays d'Asie et d'Amérique latine qui possèdent de vastes bassins de jungle – de préserver des espaces aussi importants de notre belle planète Terre pour le plaisir des générations présentes et futures de l'humanité.



XX^{ÈME} SEMAINE MONDIALE DE L'AFRIQUE AU VENEZUELA

Le Venezuela et l'Afrique jumelés dans la même lutte

Aníbal José Márquez Muñoz

La Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela établit que le Venezuela est une nation multiethnique et pluriculturelle. Ce précepte constitutionnel renforce les fondements qui soutiennent l'idiosyncrasie du peuple vénézuélien et favorise la reconnaissance de la contribution de l'Afrique à la formation de notre nationalité à travers son héritage de savoirs ancestraux, sa notion d'équité sociale et sa vocation à la liberté.

L'histoire témoigne de la profonde fraternité qui unit le Venezuela à la Mère Afrique, à commencer par l'holocauste de milliers de familles africaines arrachées de leurs terres ancestrales et transportées dans des conditions d'esclavage sur notre sol, où elles ont pris racine et se sont rebellées contre le colonialisme européen pour propulser la lutte pour l'indépendance et la construction du Nouveau Monde aux côtés de Simón Bolívar, le Libérateur de l'Amérique du Sud.



Notre XXI^e siècle est également marqué par les liens extraordinaires entre le Venezuela et l'Afrique. La défense des intérêts communs de nos peuples et de nos gouvernements renforce les liens politiques, économiques, scientifiques, éducatifs et culturels. Il convient de souligner la coordination de

politiques communes au sein d'organisations telles que l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole OPEP+. Les relations diplomatiques se sont approfondies grâce à l'accréditation de dix-neuf ambassades vénézuéliennes en Afrique. Le Venezuela est devenu le premier membre observateur de l'Union Africaine (UA) en 2005. Il a également promu le troisième Sommet Social Afrique-Amérique du Sud (ASA) en 2009, et a récemment rejoint l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), devenant ainsi le seul membre non africain d'une organisation aussi stratégique pour la production pétrolière.

Outre ces initiatives contemporaines visant à promouvoir un ordre mondial multipolaire, fondé sur l'équilibre social et un avenir commun, la "Semaine Mondiale de l'Afrique au Venezuela" mérite également d'être soulignée. Cet événement annuel a été proposé il y a vingt ans par le Commandant Hugo Chávez pour-à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Afrique, visibiliser la fraternité, l'histoire commune de luttes et à l'échange culturel du Venezuela avec la Mère Afrique.

Cette année 2025, la XX^{ème} Semaine Mondiale de l'Afrique au Venezuela -sous la direction du Président Nicolás Maduro et sous le patronage de la Chancellerie vénézuélienne- s'est déroulée dans les milieux universitaires des universités vénézuéliennes. La journée s'est déroulée du 19 au 27 mai, avec la participation active des Chefs de Mission et des représentants du Corps Diplomatique africain accrédité au Venezuela qui -par le biais de master class ont partagé avec la jeunesse universitaire vénézuélienne des informations importantes sur l'histoire, l'économie et la culture de leurs pays respectifs, ainsi que leur contribution à la construction d'un monde d'équilibres avec une vision géopolitique Sud-Sud.

La programmation académique a commencé à l'Université nationale expérimentale polytechnique de la Force Armée Bolivarienne, avec un master class du Vice-ministre pour l'Afrique, Yuri Pimentel. Au cours des jours suivants, les exposés des diplomates africains ont été reçus avec beaucoup d'attention et de réceptivité, en particulier ceux présentés par l'ambassadeur d'Algérie Farouk BENMOKHTAR à l'Université Vénézuélienne des Hydrocarbures; le Chargé d'Affaires a.i. de l'Égypte Mohammad ABDELWAHAB, à l'École Latino-américaine de Médecine; l'Ambassadeur de la Guinée Équatoriale Marcos NDONG EDU NCHAMA, à l'Université Nationale Expérimentale des Arts; le Consul Général de l'Angola Mario DOMINGOS SIMAO, à l'Université Bolivarienne du Venezuela; l'Ambassadeur de la République Arabe Sahraouie, Mohamed SALEM ALI ERGUEIBI, à l'Université Internationale des Communications; l'Ambassadrice d'Afrique du Sud, Lindiwe MICHELLE MASECO, à l'Université Nationale du Tourisme; et la Chargée d'Affaires du Nigéria, Akena PATIENCE MNGUSUGHUM, de l'Université Latino-américaine et des Caraïbes.

La XX^e SEMAINE MONDIALE DE L'AFRIQUE AU VENEZUELA s'est achevée avec l'hommage au Libérateur Simón Bolívar, au Panthéon National, par le Corps Diplomatique africain accrédité au Venezuela. et, par un émouvant discours de sa Doyenne, l'Ambassadrice d'Afrique du Sud, Lindiwe MICHELLE MASECO, dans lequel elle a souligné que "pendant la XX^e Semaine Mondiale de l'Afrique, nous avons pu observer le potentiel que possède le Venezuela dans les domaines de l'éducation et de la culture", et a exhorté les représentants africains à explorer le Venezuela "qui est un monde dans un seul pays".

Cet événement solennel a également compté sur la participation du Ministre vénézuélien des Affaires Étrangères, Iván Gil Pinto. Inspiré par la tradition historique de fraternité entre nos peuples, il a souligné "les succès significatifs de la Journée d'intégration et d'hommage à la Mère Afrique". Les autorités vénézuéliennes et africaines ont ensuite inauguré au siège du Ministère vénézuélien des Affaires Étrangères l'exposition photographique intitulée "Le Venezuela et l'Afrique, unis dans la même lutte". Cette exposition retrace les moments les plus marquants de nos relations avec la Mère Afrique au XXI^e siècle.

Miriam Makeba

Une voix pour l'Afrique et pour tous les opprimés du monde

Carmen Fifamè Toudonou

Depuis un township de l'Afrique du Sud, voici bientôt un siècle, une voix pure, cristalline et imposante est née. Cette voix n'a pas ensuite cessé de s'élever un peu partout dans le monde, pour chanter la tolérance, l'amour et l'acceptation des hommes les uns par les autres. Cette voix unique, devenue par la suite symbole de l'unité africaine est celle de Miriam Makeba, née Zenzile Makeba Qgwashu Nguvama.

Fille d'une mère domestique et d'un père instituteur, Miriam Makeba a vu le jour en 1932 dans un bidonville de Johannesburg. Âgée de moins d'un mois, elle doit suivre en prison pour six mois sa mère, une femme pauvre emprisonnée pour avoir brassé de la bière. Un peu plus tard, et encore enfant, elle commence à chanter dans différents chœurs. Elle a en effet de qui tenir : sa mère joue de plusieurs instruments traditionnels, son père est pianiste et chanteur et son grand-père est un collectionneur de disques de jazz. Cependant, après la mort de son père alors qu'elle n'est âgée que de six ans, Makeba quitte l'école et commence à enchaîner de petits bouots avant d'être rattrapée par sa passion de la musique. En 1952, elle rejoint le groupe musical « Manhattan Brothers », alors que, quatre ans plus tôt, en 1948, est mis en place le système raciste de l'apartheid en Afrique du Sud, avec l'accession au pouvoir des nationalistes afrikaners.

Exil, ma liberté

L'apparition en 1959 de la jeune Makeba dans le film antiapartheid « Come back Africa » du réalisateur américain Lionel Rogosin lui vaut le courroux du gouvernement Sud-Africain qui la déchoit de sa nationalité et la contraint à l'exil pour 31 années. La chanteuse s'installe alors aux Etats-Unis où elle use de ses talents artistiques pour participer à la lutte pour l'égalité raciale. Pour elle, ce combat des Noirs des Etats-Unis, et celui mené en Afrique du Sud contre les Afrikaners était une seule et même lutte : « il n'y avait pas beaucoup de différence en Amérique : c'était un pays qui avait aboli l'esclavage mais c'était une sorte d'apartheid à sa façon », avait-elle affirmé, complétant : « les africains qui vivent partout devraient se battre partout. La lutte n'est pas différente en Afrique du Sud, dans les rues de Chicago, de Trinidad ou du Canada. Les Noirs sont victimes du capitalisme, du racisme et de l'oppression, point final ». Engagée politiquement, Makeba enchaîne les succès artistiques. Elle est la première artiste d'Afrique à obtenir un Grammy Awards en 1966 pour son album avec le chanteur Harry Belafonte. L'année suivante elle enregistre « Pata Pata » qui devient un succès mondial. Makeba chante sur toutes les scènes du monde, pendant que son pays interdit ses chansons et l'empêche de rentrer chez elle, pour aller voir sa fille restée au pays ou même pour les obsèques de sa mère décédée en 1960. De son côté, la chanteuse enchaîne les témoignages et discours à la tri-

bune des Nations Unies pour dénoncer la politique inique de l'apartheid et en appeler à des sanctions contre le gouvernement sud-africain. Mais elle devra encore s'exiler en Guinée avec son mari Stokely Carmichael. Elle réside dans ce pays pendant 15 ans, accueillie chaleureusement par le président Sékou Touré.

Retour en grâce

Miriam Makeba a reçu une dizaine de citoyennetés de par le monde, dont ceux de la Guinée, de la Tanzanie et de la France. En 1990, elle rentre enfin en Afrique du Sud, sur invitation du plus célèbre prisonnier nouvellement libéré Nelson Mandela. Elle est accueillie en héroïne. L'apartheid est finie mais de vastes chantiers sociaux restent, pour lesquels la Mama Africa s'engage avec la fougue qu'on lui connaît : lutte contre le phénomène des enfants soldats, contre le sida, aide aux orphelins ainsi qu'aux enfants victimes des mines anti-personnel, etc. La chanteuse met en place un orphelinat dé-

nommé « Centre
Makeba
». En

2000, elle
sort
en -



core
album,
puis an-
2005 la fin
Elle meurt en Ita-
2008, en coulisses d'un concert contre le racisme et le crime organisé, des suites d'une crise cardiaque, après avoir interprété le mythique titre « Pata pata ». Son image reste aujourd'hui, dans l'imaginaire populaire, comme celle d'une femme africaine talentueuse, engagée et forte, icône du mouvement « Black is beautiful » qu'elle a promu en portant des bijoux africains, en gardant sa peau authentique et ses cheveux crépus, en bref, en proposant une alternative à l'hégémonie du standard de beauté occidental. Miriam Makeba aura, tout le long de sa vie, publié plus de 30 albums, et fait découvrir la musique de son pays ainsi que les douleurs de son peuple au monde entier.

GUAGUANCÓ DE COLORES en la Militancia por la Alegría y la Belleza

San Agustín: Una estética del barrio

Reinaldo Mijares R.

*La cultura es, en primer lugar, expresión de una nación,
de sus preferencias, de sus tabús, de sus modelos*

Frantz Fanon

En San Agustín, emblemática comunidad popular de arraigada herencia ancestral africana en la ciudad de Caracas, nos dimos por cultivar la Gestión Cultural comunitaria como una especie de apostolado, de labor que asume el derecho a la belleza y la alegría que como “Barrio creador” decimos tener y decidimos tener; derecho que asumimos como propio, apalancados en nuestra propias dinámicas y metodologías de trabajo, pero sobre todo confiados en la experiencia de gestión comunitaria vivida y acumulada durante décadas de labor nuestra y de nuestros predecesores y predecesoras. Es así que creamos en San Agustín la idea colectiva de que somos “Militantes de la Belleza y la Alegría”.

Discutimos y accionamos sobre la belleza como derecho humano y como deber en el porvenir y desarrollo del trabajo cultural comunitario a realizar. Desde esa fuerza creadora nos propusimos avanzar en la recuperación, revitalización y resignificación de los espacios abiertos de nuestra comunidad, entendiendo nuestra labor como una apuesta política por las identidades Afro y los valores propios del Barrio San Agustín, asumiendo siempre que las artes y las culturas son herramientas para la transformación social, la participación y la inclusión. Concienciando la calle como el espacio para la socialización, el Buen Vivir en comunidad y como espacio para la re-

solución conjunta de los desafíos.

Entendimos así, que la recuperación física nos daría la oportunidad de atender y entender la recuperación simbólica de los espacios que han construido y construyen nuestras identidades Afro como comunidad popular que brinda una importante impronta cultural para toda la ciudad de Caracas.



Entonces, queremos entender y practicar la militancia por la belleza y su conjugación con el vivir bien, como la profundización de una “Estética del barrio” que responda a la idea de que somos y hacemos ciudad apartándonos de la visión de exclusión “Centro/Periferia” de los que han guiado el desarrollo urbanista de la ciudad. Una estética, desde los valores propios del barrio, estética de la solidaridad, el trabajo conjunto y colectivo, estética de las identidades afros... estética de la alegría.

Siguiendo la idea de la “Militancia por la belleza y la alegría” que se alimenta del “Vivir Bien” como concepto de reivindicación de la vida social, el convivir en comunidad y el impulso de la participación social dado por la Revolución Bolivariana, iniciamos en el año 2015 el Programa de Revitalización Urbana “Guaguancó de Colores” una propuesta de acción-reflexión sobre la comunidad que tenemos, soñamos y trabajamos para tener, potenciando la transformación social y la inclusión.

El Programa “Guaguancó de Colores” nos ha permitido tener espacios dignos para el encuentro y la transformación de nuestra cotidianidad y nuestra vida social en comunidad. Construir espacios desde nuestras estéticas que elevan el sentido de pertenencia y el “Autoestima Colectivo” de todas y todos en nuestra comunidad.

Las transformaciones físicas y simbólicas de nuestros entornos, de nuestras calles y esquinas han permitido que San Agustín como comunidad organizada haya sido el 1er. Barrio venezolano en crear una Ruta de Turismo Cultural que lleva por nombre “San Agustín CUMBE-Tours”, aludiendo al concepto afrovenezolano del “Cumbe” como espacio para la Creación, la Paz y la Libertad.

Esta ruta de Turismo Cultural “Cumbe-Tours” -que además desde hace tres años viene recibiendo turistas internacionales de países como Rusia y Polonia entre otras nacionalidades- junto al programa muralístico de revitalización de espacios “Guaguancó de Colores” y nuestro también histórico y emblemático “Teatro Alameda”, han impulsado un “Modelo de Gestión Cultural propio” exitoso y sostenible en los ámbitos económicos, sociales, culturales y de una nueva espiritualidad, siempre al servicio de los intereses superiores de nuestra Venezuela y de la amistad y fraternidad entre los pueblos del mundo.

Estos proyectos y programas creados en nuestra comunidad nos han permitido seguir soñando y trabajando por un mundo mejor. Son propuestas de organización popular desarrollada en nuestros territorios comunales para que la Militancia por la Belleza y la Alegría sigan encendiendo el fuego candente y liberador que va iluminando el camino, encendiendo la lucha y avivando el loco y enamorado amor por nuestro querido Barrio San Agustín en nuestra también querida y bella ciudad capital, Caracas.

Parques Nacionales del República del Congo

Carmen Fifamè Toudonou

La República del Congo, distinguido país miembro de la APPO, es rica en una biodiversidad excepcional, gran parte de cuyo potencial se puede apreciar en los cuatro parques nacionales del país, además de las reservas de vida silvestre y otros santuarios dedicados a especies animales específicas. Así, a caballo entre los departamentos de Cuvette Ouest y Sangha, a 800 km de Brazzaville, se encuentra el Parque Nacional Odzala Kokoua (PNOK), donde se pueden observar leones, hienas, búfalos, antílopes, panteras, bongos, elefantes, jabalíes, gorilas y muchos otros monos. También se pueden encontrar cocodrilos, pitones sitatunga, hipopótamos y numerosas aves acuáticas en los ríos y sus riberas.

Otro parque nacional es Nouabalé Ndoki (PNNN), ubicado en los departamentos de Sangha y Likouala, a unos 900 km de Brazzaville. Este parque presenta un mosaico de sabana. Alberga panteras, bongos, elefantes, búfalos, gorilas, chimpancés, pangolines gigantes, duíqueros de bosque y pequeños monos en el bosque y las bahías, además de cocodrilos, pitones y sitatungas en los ríos y sus alrededores.

Muchos de estos animales también pueden observarse en el Parque Nacional Conkouati-Douli (PNCD), ubicado en el departamento de Kouilou, a caballo entre los distritos de Nzambi y Madingo Kayes. Los visitantes pueden observar chimpancés reintroducidos, practicar pesca deportiva en el complejo laguna-lago y especies de peces como sábalos, peces capitán y jureles en el mar. También se pueden observar tortugas marinas en la playa, así como ballenas y delfines en el océano.

Por último, cabe mencionar el Parque Nacional Ntokou Pikounda, que, aunque no está urbanizado, ofrece un gran

potencial. Este parque se encuentra en los departamentos de La Sangha y Cuvette, en los distritos de Pikounda, Ntokou y Makoua. Se trata de un denso bosque poblado por panteras, bongos, elefantes, búfalos, gorilas, chimpancés, pangolines gigantes, duíqueros de bosque y pequeños monos en el bosque y las bahías. También se encuentran cocodrilos, pitones y sitatungas en los ríos y sus alrededores.

Reservas y Santuarios

El Congo cuenta con varias reservas de vida silvestre, entre ellas el Monte Mfouari, que alberga elefantes, jabalíes, gorilas, chimpancés y mandriles en el bosque; búfalos, antílopes acuáticos y duíqueros de Grimm en la sabana; y sitatungas a lo largo de los canales. La Reserva de Vida Silvestre Nyanga-Nord, por su parte, cuenta con bosques de galería y sabanas. Elefantes, jabalíes, gorilas,

chimpancés y mandriles habitan la selva; búfalos, antílopes acuáticos y duikers de Grimm habitan la sabana; y sitatungas y otras aves se encuentran a lo largo de los cursos de agua. Esta lista de reservas naturales del Congo estaría incompleta sin mencionar reservas como Tsoulou, Léfini y la Reserva de la Biosfera de Dimoneka, que se centra más en la observación botánica y zoológica. Sin olvidar la Reserva Comunitaria de Lac Télé, la Reserva de Pied d'Oie, ubicada en el departamento de Brazzaville, con su bosque gestionado, y la Reserva de Chimpancés de Tchimpounga. Completan esta impresionante lista los santuarios de gorilas de Lossi y Lesio Louna. Algunos cotos de caza completan esta seña de identidad nacional de los parques y reservas del Congo.

Sin duda, la gran biodiversidad y variedad de la fauna africana que se encuentra en el vasto territorio de la selva congoleña –que incluye los parques nacionales– confiere a la República del Congo un papel importante en el compromiso compartido –con los países de Asia y América Latina que poseen vastas cuencas de selva– de preservar tan importantes áreas de nuestro hermoso planeta Tierra para el disfrute de las generaciones presentes y futuras de la humanidad.



XX SEMANA MUNDIAL DE AFRICA EN VENEZUELA

Venezuela y África
hermanados en una misma lucha

Aníbal José Márquez Muñoz

La Constitución de la República Bolivariana de Venezuela establece que Venezuela es una nación Multiétnica y Pluricultural. Dicho precepto constitucional apunala los fundamentos que soportan la idiosincrasia del pueblo venezolano y favorece el reconocimiento del aporte de África a la conformación de nuestra nacionalidad mediante su legado de saberes ancestrales, noción de equidad social y vocación de libertad.

La historia testimonia la relación de hermandad que enlaza a Venezuela con la Madre África, a partir del holocausto de millares de familias africanas arrancadas de su territorio ancestral y trasladadas en condiciones de esclavización a nuestro suelo,

donde se arraigan y se rebelan contra el colonialismo europeo para propulsar la Independencia y construcción del Nuevo Mundo junto a Simón Bolívar El Libertador de América del Sur.

Nuestro siglo XXI también exhibe extraordinarios vínculos entre Venezuela y África. La defensa de intereses comunes de nuestros pueblos y Gobiernos cohesiona

lazos de orden político, económico, científico, educativo y cultural. Destaca, la concertación de políticas conjuntas en organizaciones de proyección mundial como la Organización de Países Exportadores de Petróleo OPEP+. Profundización de Relaciones Diplomáticas mediante acreditación de diecinueve Embajadas venezolanas en el Continente africano. Incorporación de Venezuela como primer Miembro Observador en la Unión Africana (UA) en 2005. Propulsión de la III Cumbre Social África-Suramérica (ASA) en 2009, así como la reciente incorporación de Venezuela a la Organización Africana de Productores de Petróleo / APPO, constituyendo el único País Miembro No africano de tan estratégica organización productiva petrolera.

Junto a estas iniciativas contemporáneas inscritas en la promoción de un Orden Mundial Multipolar de equilibrio social y futuro compartido, resalta también la "Semana Mundial de África en Venezuela", evento anual

propuesto hace veinte años por el Comandante Hugo Chávez para -en concordancia con la celebración del Día Mundial de África- visibilizar la hermandad, la historia común de luchas y el intercambio cultural de Venezuela con la Madre África.

Este 2025, la XX Semana Mundial de África en Venezuela -por orientación del Presidente Nicolás Maduro y con auspicio de la Cancillería venezolana- se desarrolló en escenarios académicos de las Universidades venezolanas. La jornada se realizó desde el 19 al 27 de mayo, con la activa participación de Jefes de Misiones y representantes del Cuerpo Diplomático africano acreditado en Venezuela quienes -mediante Clases Magistrales- compartieron con la juventud universitaria venezolana importante información sobre la historia, economía y cultura de sus respectivos países, así como sus contribuciones a la construcción de un mundo de equilibrios con una visión geopolítica Sur-Sur.

La Programación Académica inició en la Universidad Nacional Experimental Politécnica de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana, con Clase Magistral del Viceministro para África, Yuri Pimentel. En los días siguientes concitaron gran atención las Ponencias de Diplomáticos africanos, destacando las del Embajador de Argelia Farouk BENMOKHTAR, en la Universidad Venezolana de los Hidrocarburos; el Encargado de Negocios de Egipto Mohammad ABDELWAHAB, en la Escuela Latinoamericana de Medicina; el Embajador de Guinea Ecuatorial Marcos NDONG EDU NCHAMA, en la Universidad Nacional Experimental de las Artes; el Cónsul General de Angola Mario DOMINGOS SIMAO, en la Universidad Bolivariana de Venezuela; el Embajador de la República Árabe Saharaui, Mohamed SALEM ALI ERGUEIBI, en la Universidad Internacional de las Comunicaciones; la Embajadora de Suráfrica, Lindiwe MICHELLE MASECO, en la Universidad Nacional del Turismo; y la Encargada de Negocios de Nigeria, Akena PATIENCE MNGU-SUGHUM, en la Universidad Latinoamericana y del Caribe.

La XX SEMANA MUNDIAL DE AFRICA EN VENEZUELA culminó con el Homenaje al Libertador Simón Bolívar, en el Panteón Nacional, por parte del Cuerpo Diplomático africano acreditado en Venezuela y, un emotivo Discurso de Orden a cargo de su Decana, Embajadora de Suráfrica, Lindiwe MICHELLE MASECO, en el cual destacó que "en la XX Semana Mundial de África pudimos observar el potencial que Venezuela posee los ámbitos de educación y la cultura", y exhortó a los representantes africanos a explorar Venezuela "que es un mundo en un solo país".

La actividad solemne contó igualmente con la participación del Canciller de Venezuela, Ministro Iván Gil Pinto quien, inspirado en la histórica tradición de hermandad y fraternidad entre nuestros pueblos, destacó "los significativos éxitos de la Jornada de integración y homenaje a la Madre África". Seguidamente las autoridades de Venezuela y África inauguraron en la sede de la Cancillería venezolana, la exposición fotográfica titulada "Venezuela y África hermanadas en una misma lucha" que realiza un recorrido por los momentos más importantes de nuestras relaciones con la Madre África durante el presente siglo XXI.



Miriam Makeba

una voz para África y para todos los oprimidos del mundo

Carmen Fifamè Toudonou

Hace casi un siglo, en un pequeño pueblo de Sudáfrica, nació una voz pura, cristalina e imponente. Esta voz ha seguido alzándose por todo el mundo, cantando a la tolerancia, el amor y la aceptación mutua. Esta voz única, que más tarde se convirtió en un símbolo de la unidad africana, es la de Miriam Makeba, nacida Zenzile Makeba Qgwashu Nguvama.

Hija de madre doméstica y padre maestro, Miriam Makeba nació en 1932 en un barrio pobre de Johannesburgo. Con menos de un mes de vida, se vio obligada a seguir a su madre, una mujer pobre encarcelada por elaborar cerveza, a prisión durante seis meses. Poco después, siendo aún niña, comenzó a cantar en varios coros. De hecho, ella tiene mucho que decir: su madre toca varios instrumentos tradicionales, su padre es pianista y cantante, y su abuelo es coleccionista de discos de jazz. Sin embargo, tras la muerte de su padre, cuando tenía tan solo seis años, Makeba dejó la escuela y comenzó a realizar trabajos esporádicos antes de dejarse llevar por su pasión por la música. En 1952, se unió al grupo musical «Manhattan Brothers». Tan solo cuatro años antes, en 1948, se había instaurado en Sudáfrica el sistema racista del apartheid, con el ascenso al poder de los nacionalistas afrikáneres.

Exilio, mi libertad

La aparición de la joven Makeba en la película antiapartheid de 1959 «Come Back Africa», del director estadounidense Lionel Rogosin, le valió la ira del gobierno sudafricano, que la despojó de su nacionalidad y la obligó a exiliarse durante 31 años. La cantante se mudó entonces a Estados Unidos, donde utilizó su talento artístico para participar en la lucha por la igualdad racial. Para ella, esta lucha de los negros en Estados Unidos y la que se libró en Sudáfrica contra los afrikáneres eran la misma: «No había mucha diferencia en Estados Unidos: era un país que había abolido la esclavitud, pero era una especie de apartheid a su manera», dijo, y añadió: «Los africanos que viven en todas partes deberían luchar en todas partes. La lucha no es diferente en Sudáfrica, en las calles de Chicago, Trinidad o Canadá. La gente negra es víctima del capitalismo, el racismo y la opresión, y punto». Políticamente comprometida, Makeba ha disfrutado de una serie de éxitos artísticos. Fue la primera artista africana en ganar un premio Grammy en 1966 por su álbum con el cantante Harry Belafonte. Al año siguiente, grabó «Pata Pata», que se convirtió en un éxito mundial. Makeba cantó en escenarios de todo el mundo, mientras su país prohibía sus canciones y le impedía regresar a Sudáfrica para visitar a su hija, e incluso asistir al funeral de su madre, fallecida en 1960. Por su parte, la cantante ofreció una serie de testimonios y discursos en las Naciones Unidas para denunciar las injustas políticas del

apartheid y exigir sanciones contra el gobierno sudafricano. Sin embargo, se vio obligada a exiliarse en Guinea con su esposo, Stokely Carmichael. Vivió allí durante 15 años, donde recibió una cálida bienvenida del presidente Sékou Touré.

Regreso a la Gracia

Miriam Makeba recibió una docena de ciudadanía internacionales, incluyendo las de Guinea, Tanzania y Francia. En 1990, finalmente regresó a Sudáfrica por invitación del prisionero más famoso, el recién liberado Nelson Mandela. Fue recibida como una heroína. El apartheid terminó, pero persisten vastos proyectos sociales, con los que Mama África se compromete con la pasión que la caracteriza: la lucha contra el fenómeno de los niños soldado, contra el sida, la ayuda a huérfanos y a los niños víctimas de minas antipersona,



etc.
L a
c a n -
fundó un
llamado «Make-
ba Center for
Girls». En el año 2000,
lanzó otro álbum y anunció el fin de su carrera en 2005. Falleció en Italia el 8 de noviembre de 2008, entre bastidores en un concierto contra el racismo y el crimen organizado, tras un infarto, tras interpretar la legendaria canción «Pata pata». Su imagen permanece hoy, en el imaginario popular, como la de una mujer africana talentosa, comprometida y fuerte, un ícono del movimiento «Black is beautiful» que promovió luciendo joyas africanas, conservando su piel auténtica y su cabello encrespado; en resumen, ofreciendo una alternativa a la hegemonía del cánón de belleza occidental. Miriam Makeba habrá publicado a lo largo de su vida más de 30 álbumes y habrá dado a conocer la música de su país así como el dolor de su pueblo al mundo entero.